

**RECHERCHES
LIBERTAIRES**

N^o 4

S O M M A I R E

-Erich Mühsam	R. LEWIN
-Bibliographie d'Erich Mühsam	R. LEWIN
-La liberté comme principe social	E. MÜHSAM
-Problèmes d'anthropologie libertaire	G. GILLES
-Evolution et développement des classes moyennes	L. PIRON
-A propos de "Evolution et Action"	P. JACQUES

DANS LES PROCHAINS NUMEROS

-Education et Société	J. THEVENET
-Problèmes d'anthropologie libertaire (suite)	G. GILLES
-Utopie ou Utopie, ou Landauer aujourd'hui	G. LANDAUER

E r i c h M Ü H S A M

Aucun livre d'Erich Mühsam n'a été traduit dans notre langue. Le public français ignore la vie et l'œuvre de ce militant anarchiste que Rudolf Rocker a présenté comme "un adversaire inébranlable de toute injustice et de toute tyrannie". Quelques ouvrages consacrés à l'histoire de l'Allemagne contemporaine rappellent toutefois qu'il joua un rôle important dans la Bavière révolutionnaire de 1918-1919 et qu'il fût une des premières victimes du régime hitlérien.

Erich Mühsam est une des figures les plus attachantes du mouvement libertaire allemand. Il naquit le 6 Avril 1878 à Berlin. Il était issu d'une famille juive. Son père exerçait la profession de pharmacien. La famille s'installa à Lübeck où le jeune Erich fit ses études secondaires. Son esprit de révolte et son goût de l'action se manifestèrent assez tôt. Il publia, dans le journal social-démocrate de la ville, plusieurs articles anonymes sur la vie d'internat. Ses descriptions étaient peu académiques mais fort justes et ses critiques ne ménageaient personnes. Ses articles firent beaucoup de bruit. Il fût démasqué et renvoyé du collège pour "activités socialistes". Il obtint cependant son baccalauréat à Parchim. Son père lui conseilla de suivre la même voie que lui. Erich Mühsam fût pendant quelque temps apprenti puis aide pharmacien.

Il fit bientôt la connaissance de Gustav Landauer, le célèbre écrivain et militant anarchiste (1). Il devint son ami et son disciple. Il fit parti avec lui de la "Nouvelle Communauté", un groupe littéraire libéral qui exerça, par la suite, une assez grande influence sur la vie intellectuelle allemande. Outre Gustav Landauer et Erich Mühsam, ce cercle culturel comprenait alors les frères Hart, Peter Hille, Paul Scheerbart...

Erich Mühsam fit quelques voyages en Suisse, en Italie, en Autriche et en France. En 1909, il s'installa à Munich où il gagna sa vie en collaborant à divers journaux, notamment à "Jugend" et à "Simplicissimus". Au mois d'Avril 1911, il fonda et anima la revue mensuelle "Kaïn" qui vécut jusqu'à la première guerre mondiale (une nouvelle série parut de Novembre 1918 à Avril 1919). Durant les dix années qui précédèrent le conflit, il publia aussi plusieurs ouvrages : un essai sur l'homosexualité, des contes pour enfants, des recueils de poèmes, des pièces de théâtre...

En janvier 1918, les ouvriers des fabriques de munitions décidèrent de manifester contre la guerre. Ils déclenchèrent une grève générale qui s'étendit à toute l'Allemagne. Cette action fût cependant de courte durée. Erich Mühsam avait approuvé cette forme de lutte et harangué les travailleurs des usines Krupp, à Munich. De plus, il avait refusé d'être incorporé dans le service auxiliaire patriotique que l'on venait d'instaurer. La

police l'arrêta et l'envoya en résidence surveillée à Trauenstein. Il fût relâché le 5 Novembre. Au cours des trois journées qui suivirent sa libération, il prononça des discours pacifistes devant les casernes munichoises.

La vague révolutionnaire réferla sur toute l'Allemagne. Dans la nuit du 7 au 8 Novembre, le roi de Bavière abdiqua et la République fût proclamée. Le socialiste indépendant Kurt Eisner forma un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates majoritaires. Il s'appuya sur les Conseils ouvriers et rompit les relations avec le pouvoir central de Berlin. Il céda toutefois aux pressions de son aile droite et ne tarda pas à pratiquer une politique de concessions qui lui valut l'hostilité de l'extrême-gauche.

Erich Mühsam avait repris la publication de la revue "Kain" et fondé "l'Union des internationalistes révolutionnaires". Il était membre du Conseil des ouvriers et des soldats qui se transforma bientôt en Comité central révolutionnaire. Gustav Landauer et le poète Ernst Toller en faisaient également parti. Le 7 Décembre, quatre cents hommes conduits par Erich Mühsam et le matelot Rudolf Eglhofer, l'un des principaux responsables de la mutinerie de Kiel, occupèrent les locaux de la presse munichoise. Ils tentèrent vainement d'obtenir la démission du ministre de l'Intérieur Auer qui représentait l'aile droite du gouvernement bavarois. Dans sa monumentale "Histoire de l'armée allemande", M. Benoist-Méchin évoque ainsi cet épisode :

"Inquiets des progrès croissants de la contre-révolution, et inspirés par l'exemple de leurs émules berlinois, Eglhofer et Mühsam décident de passer aux actes avant qu'il soit trop tard.

Dans la nuit du 7 Décembre, ils se livrent, de leur propre chef, à une tentative de coup de force. Accompagnés de quatre cents hommes armés, ils envahissent les salles de rédaction des principaux journaux munichois et déclarèrent vouloir instaurer la dictature du prolétariat. Eisner, réveillé au milieu de la nuit, s'habille en toute hâte et se rend sur les lieux pour calmer les esprits et s'opposer aux violences. Impressionnés par sa crânerie, les Gardes rouges se rendent alors chez Auer, au ministère de l'Intérieur dont ils forcent les portes. Au milieu des cris et des huées, ils exigent que le ministre leur remette sa démission. Sous la menace des révolvers, Auer se voit contraint de signer la déclaration suivante :

"Dans la nuit du 7 Décembre, j'ai été assailli par quatre cents hommes armés et j'ai été mis en demeure de renoncer à ma charge. Cédant à la violence, je déclare donner ma démission de ministre de l'Intérieur".

Alors, les troupes restées fidèles au gouvernement sautent dans des canions et foncent à toute allure vers le Ministère de l'Intérieur. Elles escaladent les escaliers quatre à quatre, font irrup-

tion dans le bureau d'Auer, dispersent les extrémistes et finissent par rester maîtresses de la situation " (2).

Le 11 Décembre, les spartakistes fondèrent leur premier groupe munnichois. Jusqu'au printemps de l'année 1919, ils eurent moins d'influence en Bavière que dans les autres Etats allemands. Pendant plusieurs mois, la présence et l'action des anarchistes constituèrent un obstacle à leur essor dans cette région. Le 29 Décembre 1918, le Spartakusbund fusionna avec la gauche radicale et devint le parti communiste allemand.

Le 10 Janvier 1919, craignant des troubles à l'occasion des élections législatives, Kurt Eisner fit arrêter Eric Mühsam et onze autres militants révolutionnaires. Le Conseil des ouvriers l'obligea cependant à les relâcher le lendemain. Le scrutin eut lieu le 12 Janvier. Les socialistes indépendants furent battus dans toutes les circonscriptions. Ils ne recueillirent que 2,5 % des voix. Les électeurs portèrent massivement leurs voix sur les candidats sociaux-démocrates majoritaires (tendance du pouvoir central) et ceux du "Bayerische Volkspartei" (catholique). Encouragée par ces résultats, la bourgeoisie se montra de plus en plus exigeante et tenta de renverser le gouvernement. Le 21 Février, alors qu'il allait présenter sa démission, Kurt Eisner fût assassiné dans la rue par un jeune officier, le comte Arco-Valley. La conscience populaire fit de lui un martyr. Cent mille personnes environ assistèrent à son enterrement.

Le jour-même de sa mort, le Comité central révolutionnaire décréta l'état de siège et la grève générale dans toute la Bavière. D'autre part, un nouveau gouvernement fût immédiatement formé. Il était présidé par le socialiste majoritaire Hoffmann. Redoutant une épreuve de force, ce dernier fit quelques concessions que l'extrême gauche jugea bientôt insuffisantes. Au début du mois d'Avril, les Conseils ouvriers d'Augsbourg déclenchèrent une grève politique dont Erich Mühsam fût le protagoniste. Cette action reposait sur les mots d'ordre suivants : dictature illimitée du prolétariat, création d'une République des Conseils, alliance avec la Russie et la Hongrie soviétiques, rupture des relations avec le gouvernement central de Berlin, formation d'une armée révolutionnaire. Plusieurs villes de Bavière suivirent le mouvement. Appuyé par Gustav Landauer et Ernst Toller, Erich Mühsam invita le Comité central révolutionnaire à proclamer sans tarder la République des Conseils. La proposition fût adoptée par deux cent trente quatre voix contre soixante dix. Les communistes la repoussèrent car ils la jugeaient prématurée. Ils estimaient que la conjoncture économique et politique ne se prêtait pas encore à la réalisation d'un tel projet.

La République bavaroise des Conseils fut proclamée dans la nuit du 6 au 7 Avril. Hoffmann et les membres de son cabinet se réfugièrent à Bamberg d'où ils organisèrent une contre-offensive. A Munich, un Conseil des Commissaires du Peuple fut immédiatement formé. Il était présidé par Ernst Toller. Gustav Landauer devint commissaire à l'Instruction Publique. Malgré les sollicitations de ses amis, Erich Mühsam ne voulut

occuper qu'un poste secondaire. Le nouveau gouvernement eut une brève existence : il ne dura que six jours. Cette courte période fut en quelque sorte le règne de l'idéalisme pur. Elle a été relatée de la façon suivante par M. Erich Otto Volkman :

"Toller et Mühsam établissent les principes de l'art nouveau. Cet art doit entrer au service des idéaux sociaux révolutionnaires, imprégner uniformément toutes les manifestations de l'esprit humain, architecture, urbanisme, sculpture, littérature, peinture et journalisme, et conduire les hommes vers un ordre supérieur de la civilisation. Le théâtre doit appartenir au peuple. "Le monde doit fleurir comme une prairie où chacun peut faire sa moisson".

Landauer réforme le régime de l'instruction et de l'éducation. Il déclare : "Chacun travaillera selon ce qui lui semblera bon ; tout assujettissement est supprimé, l'esprit juridique n'a plus cours". Les instituteurs et fonctionnaires en charge seront destitués au plus tôt, les examens et titres universitaires seront réduits au strict minimum. Tout citoyen de dix-huit ans révolus a le droit de fréquenter les universités. L'enseignement de l'histoire, cette ennemie de la civilisation, est interdit.

Un commissaire du peuple préposé au régime de l'habitation ordonne la réquisition de tous les logements sur le territoire de Bavière. Chaque famille n'aura droit dorénavant qu'à un seul living room, à côté de la cuisine et des chambres à coucher.

D'autres dispositions ont trait à la socialisation intégrale, avec renouvellement intégral du système des finances et des devises." (3).

Certaines initiatives furent excellentes. D'autres manquèrent de réalisme. Malgré la bonne volonté de ses protagonistes, la République bavaroise des Conseils ne reposait pas sur des bases solides. Comme l'a rappelé plus tard Ernst Toller, elle dut, en outre, faire face à des obstacles pratiquement insurmontables :

"L'insuffisance de ses chefs, l'opposition du parti communiste, la discorde qui règne parmi les socialistes, la désorganisation de l'administration, la pénurie croissante de vivres, le désarroi des soldats, tous ces éléments vont contribuer à provoquer sa chute (4)".

Le 13 Avril, le premier gouvernement des Conseils fut renversé par les troupes que le cabinet Hoffmann réussit à se rallier. Une partie de la garnison munichoise, appuyée par les Gardes républicains (socialistes majoritaires), occupa les principaux édifices publics de la capitale bavaroise. Erich Mühsam et douze commissaires du peuple furent arrêtés et conduits sous escorte à la prison d'Ebrach, près de Bamberg. Le jour même, les ouvriers et les soldats que commandait Ernst Toller écrasèrent

l'armée contre-révolutionnaire. Dans la confusion qui s'ensuivit, un nouveau gouvernement des Conseils fut formé sous l'égide de trois communistes russes : Leviné, Levien et Axelrod. Ils écartèrent Gustav Landauer de toute responsabilité. Ernst Toller, trop populaire pour être complètement évincé, fut nommé commandant en chef du secteur Nord de Munich. Le commandement militaire suprême fut confié au matelot Rudolf Eglhofer. Quelques jours plus tard, Hoffmann rassembla ses troupes et les lança en direction de la capitale bavaroise. Ernst Toller brisa cette seconde offensive contre-révolutionnaire à Dachau, le 16 Avril.

Hoffmann et les membres de son cabinet firent alors appel au gouvernement central de Berlin. Gustav Noske, le ministre de la Défense nationale, accepta de leur venir en aide et supervisa lui-même les opérations. Il dirigea vers la Bavière une importante armée fortement équipée. Elle était commandée par les généraux von Lüttwitz et von Oven. L'attaque générale commença le 27 Avril. Les troupes révolutionnaires résistèrent vaillamment mais ne purent contenir l'avance ennemie. Le 1er Mai, l'armée gouvernementale occupa Munich et déclencha une sévère répression. Il y eut environ sept cents exécutions. Gustav Landauer, Rudolf Eglhofer et Eugen Leviné, furent au nombre des premières victimes. Axelrod et Levien s'enfuirent en Autriche avant la prise de la ville. Quant à Ernst Toller, il fut arrêté et condamné à cinq ans de forteresse. Il bénéficia d'une relative clémence pour avoir empêché l'exécution de plusieurs prisonniers.

Le procès d'Erich Mühsam et de ses douze camarades eut lieu au mois de Juillet, à Munich. Il dura huit jours. La cour martiale condamna Erich Mühsam à quinze ans de détention. Il fut emprisonné à Ansbach puis à Niederschönenfeld. Durant son incarcération, il écrivit un "Hommage à Gustav Landauer", des poèmes et son célèbre drame "Judas" qui devait figurer plus tard au répertoire d'Erwin Piscator.

Comme Ernest Girault et tant d'autres militants libertaires, Erich Mühsam croyait que la révolution d'Octobre réconcilierait le marxisme et l'anarchisme. En 1920, il écrivit notamment :

"Les thèses théoriques et pratiques de Lénine sur l'accomplissement de la révolution et des tâches communistes du prolétariat ont donné à notre action une nouvelle base... Plus d'obstacles insurmontables à une unification du prolétariat révolutionnaire tout entier". (5).

Ses illusions furent de courte durée. Après l'écrasement de Kronstadt et de la Makhnovtchina, il comprit qu'il était impossible de combler le fossé entre les deux courants du mouvement ouvrier. Jusqu'à la fin de sa vie, il s'efforça cependant d'unir leurs efforts dans la lutte contre la bourgeoisie et le national socialisme. Pour les besoins de leur propagande, les communistes le présentèrent d'ailleurs comme un compagnon de route. Ils exploitèrent avec succès sa bonne volonté et son attitude conciliante.

Erich Mühsam fut amnistié le 21 Décembre 1924. Des milliers d'ouvriers berlinois l'attendirent à la gare, le lendemain. Pendant six mois

il parcourut l'Allemagne et parla en faveur des prisonniers politiques. Il s'occupa ensuite des cas individuels et prit notamment la défense du célèbre militant communiste Max Hölz qui avait été condamné à la dé-
tention perpétuelle. Il participa aussi à la campagne pour la grâce de Sacco et Vanzetti. En Octobre 1926, il fonda la revue mensuelle "Tanal" qui eut cinq années d'existence. Il créa également sa propre maison d'édition et publia plusieurs ouvrages : ses souvenirs sur la République bavaroise des Conseils, un récit de ses rencontres littéraires, un essai sur l'anarchisme communiste... Jusqu'à l'avènement du III^e Reich, il participa à de nombreux meetings et exhorta les travailleurs allemands à s'unir contre le national-socialisme.

Le 28 Février 1933, quelques heures après l'incendie du Reichstag, il fut arrêté alors qu'il s'apprêtait à quitter l'Allemagne. Il s'éjourna dans plusieurs geôles hitlériennes : prison de la Lehrterstrasse (Berlin), camp de Sonnenburg, prison de Ploetzensee (Berlin), camp de Brandenburg, camp de concentration d'Oranienburg. La propagande nazie attribua à Erich Mühsam l'exécution de vingt deux otages, à Munich, le 30 Avril 1919. Comme il le fit remarquer à ses bourreaux, cette accusation ne résistait pas à l'examen : en effet, il avait été arrêté et conduit à la prison d'Ebrach le 13 Avril... Cette légende servit de prétexte pour justifier les pires traitements. Malgré les humiliations et les tortures, Erich Mühsam conserva toujours une attitude très digne. Son calvaire dura dix sept mois. Il fut assassiné au camp d'Oranienburg, dans la nuit du 9 au 10 Juillet 1934. Les nazis prétendirent qu'il s'était suicidé. Divers détails et plusieurs témoignages prouvèrent qu'il fut froidement tué par les S.S. On l'enterra au cimetière de Dehlem, le 16 Juillet 1934.

Le jour-même, sa compagne quitta l'Allemagne et se réfugia en Tchécoslovaquie. Quelques mois plus tard, elle fut invitée en U.R.S.S. Elle y emmena tous les manuscrits de son mari car on lui avait promis de publier une édition complète de ses oeuvres. Elle commit l'imprudence de confier ces documents aux archives soviétiques où il est fort probable qu'ils se trouvent encore... La censure autorisa seulement la parution de quelques poèmes et souvenirs littéraires. Zensur Mühsam ne tarda pas à être déçue et ne le cacha point. Lors des purges staliniennes de 1936, elle fut arrêtée, condamnée à huit ans de travaux forcés et déportée (6). Elle ne sortit de l'enfer concentrationnaire qu'une quinzaine d'années plus tard... Elle était alors gravement malade et commençait à perdre la raison. Elle fut envoyée en Allemagne orientale où on lui octroya quelques médailles et une pension. Le régime de Pankow lui fit signer des manifestes et utilisa son nom à plusieurs reprises. Elle mourut à Berlin-Est, le 10 Mars 1962.

L'histoire du mouvement libertaire allemand reste à écrire. Il est toutefois surprenant de constater que la plupart des livres sur l'anarchisme ne font même pas allusion à Gustav Landauer et Erich Mühsam. Ces deux militants révolutionnaires ont joué un rôle important qu'il nous semble utile et intéressant de connaître. Leurs principaux ouvrages mé-

ritent, à notre avis, d'être traduits et diffusés. Ils constitueraient, à l'heure actuelle, un excellent instrument de réflexion et de discussion. Grâce aux récents travaux de quelques camarades, la vie et l'œuvre de Gustav Landauer ont été tirées de l'oubli. Nous espérons qu'il en sera de même pour Erich Mühsam.

Roland LEWIN

-
- (1) Lire notamment : "Gustav Landauer et la régénération sociale", par René Forain, "Le Monde Libertaire", n° 125 (Sept.-Oct. 1966) ; "La Révolution et l'esprit unifiant" par Gustav Landauer, "Le Monde Libertaire", n° 126 (Nov. 1966) et 127 (Déc. 1966) ; "Gustav Landauer et la Révolution allemande", "Le Monde Libertaire", n° 128 (Janv. 1967) ; "Gustav Landauer" par C.W., "Recherches Libertaires", n° 1 (Déc. 1966).
 - (2) Benoist-Méchin : "Histoire de l'armée allemande". Tome 1 : "L'effondrement" (1918-1919). Editions Albin Michel 1964, 379 pages.
 - (3) E.O. Volkmann : "La révolution allemande". Librairie Plon. 1933. 310 pages.
 - (4) Ernst Toller : "Eine Jugend in Deutschland". Querido Verlag, Amsterdam, 1933. 293 pages. Ce document autobiographique figure parmi les œuvres choisies d'Ernst Toller publiées en un volume par les éditions Rowohlt, en 1961.
 - (5) "Bulletin communiste" du 22 Juillet 1920. Cité par M. Pierre Broué : "Le parti bolchévique" (histoire du P.C. de l'U.R.S.S.). Editions de Minuit. Collection "Arguments". 1963. 628 pages.
 - (6) Consulter, à ce sujet, les témoignages d'Alexandre Weissberg ("L'accusé". préface d'Arthur Koestler. Editions Fasquelle. 1953. 591 pages) et de Margarete Buber-Neumann : "Déportée en Sibérie", postface d'Albert Béguin, éditions de la Baconnière et du Seuil, collection "Cahiers du Rhône", 1949, 255 pages ; "Comment le journal berlinois du Parti Socialiste-Communiste Unifié "Allemagne Nouvelle" tente de dissimuler le sort de Zensl Mühsam", "Le Libertaire", n° 185 (10 Juin 1949).

BIBLIOGRAPHIE

1) Oeuvres d'Erich LÜSSA

- "Die Homosexualität". - Ein Beitrag zur Sittengeschichte unserer Zeit (L'homosexualité. - Une contribution à l'histoire des mœurs de notre temps). Berlin, 1903.
- "Billy's Erdengang". - Eine Elephantengeschichte für artige Kinder (Le séjour terrestre de Billy. - Une histoire d'éléphants pour enfants sages). Berlin, 1904.
- "Die Wüste." - Gedichte (Le désert. - Poèmes). Berlin, 1904.
- "Ascona". - Eine Broschüre (Ascona. - Une brochure). Locarno, 1905 et 1906 (deux éditions).
- "Die Psychologie der Erbtante". - Eine Anthologie aus 25 Einzeldarstellungen als Beitrag zur Lösung der Unsterblichkeitsfrage (La psychologie de la tante à héritage. Une étude sur la tante à travers 25 descriptions uniques comme contribution à la solution du problème de l'immortalité). Zürich, 1905.
- "Die Hochstapler". - Lustspiel in vier Aufzügen (Les escrocs. - Comédie en quatre actes). Munich, 1906.
- "Die Jagd auf Harden". - (La poursuite d'Harden). Berlin, 1908.
- "Der Krater". - (Le cratère). Berlin, 1909.
- "Die Freivornünftler". - Polemisches Schauspiel in drei Aufzügen (Les conjoints en union libre. - Pièce polémique en trois actes). Munich, 1914.
- "Wüste - Krater - Wolken". - Gedichte (Désert - cratères - nuages). - Poèmes). Berlin, 1914.
- "1919". - Dem Andenken Gustav Landauers (1919. - Hommage à Gustav Landauer). Berlin, 1919.
- "Brennende Erde". - Verse eines Kämpfers (Terre brûlante. - Vers d'un combattant). Munich, 1920.
- "Judas". - Arbeiter Drama in fünf Akten (Judas. - Drame ouvrier en cinq actes). Berlin, 1921 et 1924.
- "Das Standrecht in Bayern" (La loi martiale en Bavière). Berlin, 1923.

- "Alarm". - Manifeste aus zwanzig Jahren (Alarme. - Manifestes des années 20). Berlin, 1925.
- "Révolution". - Kampf, Marsch und Spottlieder (Révolution. - Combat, marche et chansons satiriques). Berlin, 1925.
- "Seenot". - Verse und Gesänge (Péril en mer. - Vers et chants). Vienne, 1925.
- "Gerechtigkeit für Max Hölz !" (Justice pour Max Hölz !). Berlin, 1926.
- "Staatsräson". - Ein Denkmal für Sacco und Vanzetti (Raison d'Etat. Un monument pour Sacco et Vanzetti). Berlin, 1928.
- "Sammlung 1898-1928". - (Recueil de textes, 1898-1928). Berlin, 1928.
- "Von Eisner bis Leviné". - Die Entstehung der bayerischen Räterepublik. Persönlicher Rechenschaftsbericht über die Revolutionsereignisse in München vom 7. November 1918 bis zum 13. April 1919 (D'Eisner à Leviné. - La genèse de la République bavaroise des Conseils. Compte-rendu personnel des événements révolutionnaires à Munich du 7 Novembre 1918 au 13 Avril 1919). Berlin, 1929.
- "Unpolitische Erinnerungen". - (Souvenirs apolitiques). Leipzig, 1931 ; Berlin, 1961 (deux éditions).
- "Die Befreiung der Gesellschaft vom Staat". - Was ist kommunistischer Anarchismus ? (Libérer la Société de l'Etat. - Quest-ce que l'anarchisme communiste ?). Berlin, 1932.
- "La liberté comme principe social". - Bruxelles, 1936.
- "Auswahl". - (Morceaux choisis). Moskau, 1960 (avec une introduction et des notes de N. Pawlowa).
- "Auswahl". - (Morceaux choisis). Zürich, 1962 (avec un article nécrologique d'Erich Weinert et un appendice de Dieter Schiller).

2) Sources principales

- BENOIST-ECHEMIN : "Histoire de l'armée allemande" (tome I ; l'effondrement, 1918-1919). Paris, 1936 et 1964 (deux éditions).
- BEYER (Hans) : "Von der Novemberrevolution zur Räterepublik in München (De la révolution de Novembre à la République munichoise des Conseils). Berlin, 1957.
- HEM DAY : "Erich Mühsam". - Bruxelles, sans date (1934 ou 1935 ?).

- MICHELL (Allan) : "Revolution in Bavaria, 1918-1919". - The Eisner Regime and the Soviet Republic. (Révolution en Bavière, 1918-1919. Le régime d'Eisner et la République des Soviets). Princeton U.P., 1966.
- MÜHSAM (Kreszentia) : "La vie douloureuse d'Erich Mühsam". Paris, 1934.
- ROCKER (Rudolf) : "Der Leidensweg von Zensl Mühsam" (Le calvaire de Zensl Mühsam). Francfort-sur-Main, 1949.
- SCHADE (Franz) : "Kurt Eisner und die bayrische Sozialdemokratie (Kurt Eisner et la social-démocratie bavaroise). Hamovre, 1961.
- VOLKMAN (E.O.) : La Révolution allemande (1918-1920). Paris, 1933.

Des articles sur Erich Mühsam et des textes de ce militant ont paru dans les périodiques suivants : BULLETIN COMMUNISTE, 22 Juillet 1920 ; LES VAGABONDS, Janvier 1924 ; LA REVUE INTERNATIONALE ANARCHISTE, n° 1, 15 Novembre 1924 ; LA REVOLUTION PROLETARIENNE, n° 4, Avril 1925 ; NOUVEL AGE, n° 11, Novembre 1931 ; TERRE LIBRE, n° 5, Septembre 1934 ; LA REVUE ANARCHISTE, n° 31, Octobre-Décembre 1934 ; LE LIBERTAIRE, numéros 422 (3 Août 1934) et 435 (8 Février 1935) ; LE MONDE LIBERTAIRE, n° 86, Janvier 1963.

3) Iconographie

LA REVUE ANARCHISTE, n° 31, Octobre-Décembre 1934 ; ouvrages cités de Kreszentia Mühsam et de Franz Schade ; UNPOLITISCHE ERINNERUNGEN (Berlin, 1961) et AUSWAHL (Zürich, 1962) d'Erich Mühsam ; MEIN KAMPF (documents sur Hitler et le III^e Reich d'après le film d'Erwin Leiser), Paris, 1962 ; LA NUIT DES LONGS COUPEAUX présentée par Charles Bloch, Paris, 1967.

Roland LEWIN

LA LIBERTÉ COMME PRINCIPE SOCIAL (1)

Le problème à résoudre est celui-ci : l'homme aspire à la réalisation de ses possibilités individuelles. Il veut développer librement et employer, indépendamment de la coaction imposée, son caractère propre, différent de celui de tous les autres humains, avec les capacités, inclinations, énergies, dispositions créatrices et réceptrices résidant en lui. Cette indépendance, qui implique auto-détermination et auto-responsabilité, est sa conception de la liberté. Sans cette indépendance, il ne peut y avoir pour lui de liberté. Mais les hommes sont dédiés à leur travail ; chacun au travail de tous, tous au travail de chacun. En conséquence, la mission de communauté de toute société consiste à résoudre le problème appelé problème social, c'est-à-dire à organiser le travail, la distribution et la consommation, de manière que l'effort et l'utilisation correspondent exactement au produit de la terre. Par liberté sociale, on comprend généralement que l'organisation du travail commun soit arraché à l'arbitraire et au profit de quelques uns et livrée à la totalité du peuple producteur et consommateur.

Donc - et cela détermine si la liberté peut ou non exister comme principe social - une régularisation des relations humaines, dans laquelle la plus haute mesure de travail créateur associé serait faite au bénéfice de tous à l'exclusion de l'arbitraire de quelques uns, est-elle possible ? Et, en même temps, la personnalité pourrait-elle obtenir le complet développement de ses capacités, la complète expansion de ses énergies, la complète satisfaction de ses besoins ?

Le socialisme marxiste soutient, avec décision, la solubilité du problème social, c'est-à-dire de l'organisation du travail de manière que le produit de tout effort appartienne à celui qui le fait. Il postule, de plus - et, en cela, toutes les doctrines socialistes coïncident - la socialisation de la terre et des moyens de production et, par conséquent, l'abolition de la domination de quelques uns sur la puissance de travail des autres hommes. Sans doute, on accomplirait-là une des conditions premières, non seulement de la liberté collective, mais aussi de la liberté individuelle.

Cependant, le marxisme se limite à la demande de l'égalisation économique des hommes. Marx et Engels, que Lénine suivit en cela, présentent comme un objectif final lointain et comme conclusion définitive de l'économie socialisée la suppression de l'Etat et la réalisation du communisme libertaire dans lequel on produirait selon ses capacités et l'on consommerait selon ses besoins, mais, chez-eux, la finalité libertaire ne dépasse jamais le cadre des indications hypothétiques. Leurs théories s'épuisent en analyses économiques des formes de production existantes et désirables et ne concèdent aucune place à l'expropriation de la liberté comme principe social de base.

Les doctrines non socialistes de la société, si tant est qu'elles attribuent au mot liberté une valeur supérieure à celle d'une pure formule attractive, partent de l'affirmation connue de la loi malthusienne selon laquelle le produit de la terre ne peut croître dans la même proportion que la population et que, pour cela, la jouissance complète de la vie ne peut être réservée par la nature qu'à une couche privilégiée. La phrase de Malthus a été réfutée souvent et, fondamentalement, elle a été dévalorisée aussi, complètement, par les méthodes de culture intensive de l'agriculture, de telle manière qu'il ne reste d'elle guère plus que la formule du capitalisme libéral sur le libre jeu des forces.

En réalité, là où est commune seulement la libre concurrence entre les possédants privilégiés, le concept de la liberté sociale ne rencontre aucune application pas plus que là où la demande des libertés s'identifie avec les égoïsmes nationaux, les égoïsmes de races, de confessions ou de castes. L'existence du pouvoir de domination, quel qu'il soit, tant sous forme de pouvoir économique que sous forme de souveraineté politique ou de quelque autre privilège, est inconciliable avec l'idée de la liberté sociale, et une liberté qui laisse à l'individu son indépendance et la totalité de ses possibilités de développement, ne peut exister où existent la servitude imposée, l'autorité, le gouvernement, l'Etat.

Si le libéralisme veut empêcher l'Etat d'intervenir dans l'auto-détermination de l'économie et appelle liberté l'éloignement de l'autorité politique de la lutte que se livre la concurrence dans l'économie, cette doctrine présuppose, cependant, en même temps la soumission du travail à la propriété, et si le socialisme d'Etat, au contraire, veut faire de la loi et des organes gouvernementaux le régulateur de l'économie et des relations des hommes entre eux, il exclut aussi l'individu de l'extériorisation des formes propres de la vie. Le concept de la liberté sociale n'est applicable dans aucun de ces cas.

L'erreur fondamentale de toutes les doctrines qui croient pouvoir animer la liberté avec la conservation du principe d'autorité, se base sur la confusion des concepts gouvernementaux et d'administration. Ce qu'il importe à une réorganisation de la société dans un esprit de liberté, Michel Bakounine l'a exprimé en cette claire formule : "Ne pas gouverner les hommes, mais administrer les choses". La mission de ceux qui veulent élever la liberté jusqu'à un principe social, consiste, par conséquent, à faire du travail commun des hommes dépendant les uns des autres l'accomplissement d'un devoir réciproque de camaraderie au lieu d'un devoir d'obéissance à des ordres reçus. Rien de plus erroné que l'opinion selon laquelle l'homme ne peut travailler que sous le fouet du pouvoir dirigeant. Au contraire : le dégoût du travail, qui est déjà tenu comme une caractéristique humaine inévitable, a son unique origine dans le sentiment de faire un travail imposé sous la coaction de mandataires gouvernants.

Où vit la conscience de ce que être homme signifie être camarade et de ce que la camaraderie est nécessaire pour la satisfaction des exigences de la vie, comme la joie au bonheur et la douleur à la pénurie, ne peut exister l'idée qui considère la production de l'aliment, du vêtement et du logement, comme dépendante de la prescription autoritaire et de la puissance disciplinaire vigilante. Il importe peu que l'autorité soit

érigée par des voies démocratiques, mais qu'il n'y ait pas d'autorité pour que toute fonction sociale soit fonction de camaraderie. La démocratie est seulement le procédé technique par lequel les gouvernés installent eux-mêmes leurs gouvernants. Mais le procédé démocratique, comme tout autre système de gouvernement, présuppose que les choses nécessaires à la société peuvent être seulement exécutées en maintenant les hommes sous la contrainte.

Le problème de la liberté sociale est donc subordonné complètement à celui de la camaraderie entre les êtres humains. De cette manière se pose le problème des problèmes : de quelle façon peut-on faire de cette camaraderie l'impulsion déterminante de l'action commune utile à tous ? P. Kropotkine a étudié scientifiquement ce problème dans sa belle oeuvre sur l'Entr'aide dans la vie animale et entre les hommes, et, non seulement il arrive à la solution, mais il démontre que la solidarité est une caractéristique naturelle commune à toutes les créatures vivantes. Tous les animaux qui vivent en camaraderie fondent leur existence en communauté exclusivement sur la prédisposition naturelle à la solidarité fraternelle qui, comme Kropotkine l'expose d'une manière détaillée et comme le confirme Darwin, représente la forme de vie qui complète la lutte des espèces entre elles par la lutte pour la conservation de l'espèce.

Les communautés de chasse des loups, de même que les émigrations en masse des tribus primitives pour la recherche de territoires habitables plus fertiles, sont des exemples de vie socialement organisée en liberté. Ce n'est pas l'Etat qui intervient ni aucun appareil central de gouvernement, mais l'anarchie, que Gustav Landauer qualifia d'ordre par association volontaire. Mais dans l'oeuvre philosophique sur l'Entr'aide, dans l'Ethique, Kropotkine fait équivaloir complètement le concept de la liberté avec celui de la libre volonté, comme il fait correspondre les concepts de justice et d'égalité avec l'égalité des droits. Moyennant ces claires définitions des mots liberté et égalité, enracinés dans l'usage général, s'établit la valeur du "contenu social" de ces mots privés de toute mauvaise interprétation.

En même temps, il devient évident que la manifestation réitérée de Goethe : "où il y a égalité, ne peut exister de liberté", ne se maintient plus devant la juste appréciation de ces deux concepts. Au contraire : la liberté, conçue comme volontariat de tout effort dans l'uniformité de la société, est imaginable seulement où il y a égalité dans le sens de l'égalité des droits. Mais l'égalité des droits de tous dans la société humaine conditionne l'unité des conditions économiques dans lesquelles les hommes peuvent vivre et développer leurs dons et leur personnalité à leur propre avantage et au profit de la communauté. Ces conditions paraissent remplies seulement par le socialisme. Le problème de savoir si le socialisme communiste sera préférable au socialisme collectiviste ou vice-versa, sera certainement une préoccupation de l'avenir. Mais il faudra reconnaître que le socialisme sans l'Etat et sans autorité est condition de liberté sociale.

Goethe voulait condamner, par son affirmation, la formule libérale de la révolution française : "Liberté, égalité, fraternité", comme lieu commun sonore mais vide de sens. Nous appliquons à cette formule la signi-

fication : Effort volontaire d'individus dotés de droits égaux, au service de l'entraide, et nous aurons ainsi le programme social d'une communauté humaine dans laquelle la liberté est principe social.

Cette interprétation ne contredit pas, mais confirme, l'idéal de vie de Goethe : la suprême félicité des êtres humains est la personnalité ! Car la personnalité ne peut développer aucune qualité valable hors de l'agglomérat social. Mieux encore, personnalité et société, vues sous l'angle libertaire, peuvent être seulement comprises comme unité parfaite. La société libre édiflée sur la camaraderie des hommes jouissant de droits égaux est un organisme dans lequel existent tous les éléments de la personnalité jusqu'au libre exercice du sentiment individuel. Tout homme qui vit dans des conditions naturelles, c'est-à-dire libertaires, ne se sent pas comme un anneau de la chaîne, comme un engrenage de l'appareil gigantesque du processus social, mais complètement identique à la totalité, qui est pour lui une réalité aussi vivante que son propre être corporel et spirituel. Individu et société ne peuvent jamais tomber en contradiction dans les conditions de vie libertaires ; ils sont des formes d'expression équivalentes qui se complètent mutuellement, du même état de choses.

Pour cela aussi, en prenant la réalité d'une Société libre, la liberté de l'individu n'est pas limitée à la liberté de tous, comme le prétendent les individualistes purs ; au contraire, la liberté sociale effective ne peut imposer, d'une manière quelconque, la limitation de la liberté de l'individu, puisqu'il n'y aurait pas de liberté de la personnalité où il y aurait action contre la liberté générale. Le pouvoir arbitraire qui prend pour soi les droits qui ne sont pas cimentés dans l'unité sociale, n'a aucun contact avec la liberté ; c'est un despotisme, ce qui suppose esclavage ; et, de plus, dépendant de la disposition des autres à tolérer l'autorité et le pouvoir du commandement, cela produirait des chocs entre société et individu, chocs que n'a pas voulu la nature et qui vont à l'encontre du principe de liberté.

La société de la liberté est un organisme, c'est-à-dire un être vivant qui agit avec unité et, par conséquent, harmonieusement : cela la distingue de l'Etat et de tout pouvoir central où un mécanisme s'efforce de falsifier les fonctions de la vie organique et où ne s'administrent pas en commun les choses de la communauté, mais où les hommes sont contraints, par d'autres hommes, au maintien des devoirs imposés. Il suffit ici de présenter les deux possibilités de conglomération humaines : le système du gouvernement de haut en bas, le système de la centralisation des forces qui s'est imposé dans le monde entier et s'est conservé, à peine ébranlé, jusqu'à maintenant. Et le système de la fédération de bas en haut, de l'alliance, de la camaraderie et de la liberté, - ce système de l'ordre par associations volontaires qui donne la preuve de son appréciabilité dans le monde réel par les exemples de l'obscur préhistoire humaine et par les expressions quotidiennes du monde animal environnant. Celui qui a foi en l'avenir de la liberté ne se laissera pas écraser par les objections pratiques et palpables du présent.

Sur les moyens par lesquels les hommes peuvent arriver à l'état de liberté, je ne parlerai pas ici, d'autant plus qu'entre les diverses tendances qui ont la même finalité il n'y a pas unité d'opinion sur ce sujet. Bakounine, par exemple, prendrait des chemins très différents de ceux d'un Tolstoï. Celui qui aime la liberté et a accepté en soi, définitivement, l'idée que l'homme sera libre quand le sera la société, mais que la société de la liberté peut être créée seulement par des hommes intérieurement libres, celui-là commencera en soi-même, et dans son ambiance, l'oeuvre de libération. Il ne sera esclave de personne et il saura que n'est pas esclave seulement celui qui ne veut, non plus, être maître de personne. Est libre l'homme qui laisse à tous les autres hommes la liberté et sera libre la société qui vivra l'égalité de camaraderie et la liberté.

Erich MÜHSAM

(Traduction de S. Vergine)

(1) Ce texte est extrait d'un discours radiodiffusé le 7 Novembre 1929 par la station de Francfort-sur-Main. En 1936, deux ans après l'assassinat d'Erich Mühsam, il fut publié sous forme de brochure par les éditions "Pensée et Action" qu'anime notre ami Hom Day.

PROBLEMES D'ANTHROPOLOGIE LIBERTAIRE - (suite)

Dans notre précédent essai, nous avons tenté de décrire les structures fondamentales de l'individu qui, à la lumière des sciences humaines et de la philosophie anthropologique moderne, apparaît comme projet de soi et du monde dans le monde, structuré et structurant, constitué et constituant. Nous avons examiné l'individu pris à un moment de son existence, vu dans une perspective synchronique.

Pour comprendre comment se forment les projets et les structures, comment l'individu est produit par le monde et comment il se produit en produisant son monde, comment il est structuré et autostructuré, comment il reprend les structures du monde pour les déstructurer et les restructurer et, ce faisant, s'autostructure en se déstructurant-restructurant dans une relation dialectique avec le monde et autrui, il nous fait saisir les individus et les groupes dans leur mouvement, donc dans le temps, introduire une perspective diachronique complémentaire de la perspective synchronique que nous avons envisagée seule dans l'essai précédent.

ASPECTS DIACHRONIQUES

"L'homme commence par être enfant et c'est-là tout son malheur", a écrit Descartes. Que l'on partage ce pessimisme cartésien ou que l'on préfère croire, avec Beaudelaire, au "vert paradis des amours enfantines", force est de constater que "l'enfant est le père de l'homme", c'est-à-dire que nous naissons extrêmement immature et que c'est pendant l'enfance que se forme l'être que nous serons plus tard une fois devenu adulte. Cette constatation des plus banales implique que, si nous voulons étudier la formation des structures de l'individu, nous devons remonter à son apparition au monde, à sa naissance, et analyser particulièrement attentivement son enfance. Cette constatation a priori est confirmée par la pratique, tant psychologique que psychiatrique. On ne comprend le développement d'une personnalité et les troubles qui l'affectent, qu'en régressant par l'analyse jusqu'à sa petite enfance et en reconstituant sa genèse au cours de l'existence en une synthèse progressive. Cette méthode a reçu le nom de psychanalyse.

Quand on emploie le terme de psychanalyse, une équivoque doit être levée. En France, la mode étant au freudisme, orthodoxe ou lacanien, le mot psychanalyse évoque aussitôt le sens de psychanalyse freudienne. Nous avons, dans l'essai précédent, suffisamment critiqué le freudisme pour ne pas être suspect d'y recourir ici et nous aurons, de nouveau, l'occasion de lui adresser des critiques. La méthode dont il est question ici n'a de commun avec la méthode freudienne que d'être régressive-progressive, mais elle élimine de son champ les notions dépassées que le freudisme a dogmatisées, telles les notions de refoulement de pulsions

ou l'absurde topique du ça, du moi et du surmoi, de même que la réduction du vécu au sexuel et aux relations parentales. Considérant l'individu comme projet, structure de signification, relation de soi au monde et à autrui sur des modes aussi bien économiques, socio-culturels que sexuels, etc..., comme nous l'avons montré précédemment, notre psychanalyse étudie la constitution de ces projets, de ces structures, de ces systèmes de relations sur tous les modes, et leur mise en oeuvre dans la perception, la réflexion et l'action dans le monde.

Le projet d'une telle psychanalyse est le vécu de l'individu tel qu'il se donne dans le discours de la praxis du sujet, vécu objectivé par la réflexion de l'analyste qui tente d'en dégager le sens pour le sujet, sens restitué au sujet sur un mode objectif saisissable par la conscience réflexive de celui-ci, saisie qui l'amène fatalement à une reconnaissance de ce sens qui, nous l'avons vu, lui resterait inconnu en l'absence de ce détour par l'analyse. Cette méthode a été formulée dans ses grandes lignes par J.-P. Sartre sous le nom de Psychanalyse existentielle dans "L'Être et le Néant" et précisée, dans son application à la critique littéraire, dans son introduction à l'oeuvre de J. Genet "Saint Genet comédien et martyr" (1) et reprise, à fin de critique sociale, dans "Question de méthode" (2). Contrairement aux freudiens qui se tiennent dans une ignorance volontaire fondée sur un mépris superbe de la psychologie scientifique, nous n'hésiterons pas à faire appel à la psychologie de l'enfance, expérimentale ou clinique, ni même à certains apports freudiens, nous sans épurer ceux-ci des interprétations dont les auteurs de cette obédience le accompagnent. La psychanalyse existentielle ne résume pas à elle seule l'anthropologie diachronique. Elle n'est évidemment qu'une méthode d'analyse individuelle, si nous voulons attaquer les problèmes sociaux, ce qui n'est pas notre projet en écrivant cet essai. Elle devrait céder le pas à d'autres méthodes plus appropriées à ces problèmes. Mais, dans la perspective qui nous occupe ici d'étudier la société uniquement en ce qu'elle est réfractée par l'individu qui la vit, elle est la méthode de choix.

Analyse individuelle, avons-nous dit, ceci ne signifie pas que les problèmes sociaux soient absents. En effet, l'homme vient au monde dans une société qui lui préexiste, il est élevé par des adultes qui participent à la vie de cette société, il sera tout au long de son existence dans une société avec laquelle il entretiendra des rapports dialectiques. Ce que nous avons en vue, en parlant d'anthropologie individuelle, ce sont justement ces rapports entre individu et milieu social.

L'enfant humain qui naît est un être extrêmement immature. Il n'est pas, à proprement parler, une table rase ou une cire vierge puisqu'il est porteur de facteurs héréditaires qui vont conditionner en partie son développement et qu'il possède en naissant certains comportements innés et des modes de réaction à l'environnement. Mais cela est peu de choses. L'hérédité est une série de potentialités que la vie développera ou non. Les comportements du nouveau né sont très élémentaires et visent à assurer sa survie immédiate dans des conditions normales. Ce sont des

automatismes, des réflexes, dont certains visent l'alimentation (réflexe de succion), d'autres sont des signaux visant à prévenir l'entourage de l'état de l'enfant (cris manifestant une souffrance ou la faim). Le nouveau né est, du fait de l'incoordination de ses gestes, en état de dépendance par rapport aux adultes qui doivent le nourrir, le tenir à une température convenable, le nettoyer. Sa conscience est instructurée. Il ne distingue pas son corps du monde extérieur. Ses perceptions se classent en agréables et douloureuses, ces dernières provoquant des cris. Le seul comportement structuré du nouveau né est alimentaire : il sait téter. La relation du nouveau né au monde est une relation à la mère qui assure son alimentation et lui procure diverses sensations agréables, telles le contact doux et chaud avec le corps maternel, ainsi que l'a prouvé la psychologie expérimentale. La mère est donc source de plaisir. Elle est ce que Mélanie Klein appelle le "Bon objet" (3).

Pendant la première année de son existence, l'enfant structure progressivement l'espace en espace corporel et espace extérieur. Il construit son schéma corporel et les "gestalt" des objets qu'il différencie de lui-même. Cette connaissance, associant les sensations des divers analyseurs internes (proprioceptifs) et externes (extéroceptifs), aboutit d'abord à des reconnaissances partielles. L'enfant a de lui une image morcelée qui s'unifie ensuite en un "schéma corporel". Les objets du monde sont progressivement différenciés et deviennent des signaux, c'est à dire prennent un sens. La mère est d'abord différenciée des autres personnes puis les personnes de l'entourage sont différenciées. Les visages des personnes prennent un sens par rapport aux besoins du nourrisson. Les personnes qui apportent à l'enfant l'affection dont il a besoin sont ressenties comme bons objets, les autres comme mauvais objets, angoissants. A ce stade du développement, les besoins affectifs de l'enfant sont aussi importants que ses besoins matériels et il réagit à toute carence par des troubles du comportement dans les cas légers, et, si la carence affective est intense et prolongée, par un arrêt de son développement, tant staturo-pondéral que psycho-moteur, arrêt pouvant être cause d'arriération mentale et somatique. Ces troubles ont été particulièrement décrits, chez les enfants hospitalisés, sous le terme d'hospitalisme (4).

Cette première année de la vie est dominée, on le voit, par la relation mère-enfant. Cette relation est structurante. Selon le comportement affectif de la mère et les moyens de défense de l'enfant, celui-ci édifiera des modes de réactions affectives à autrui qui détermineront ses relations à l'autre. Cela se traduira par des comportements aux étapes ultérieures de son existence, comportements qui entraîneront des réactions de l'entourage et, par là, contribueront à créer des situations que l'enfant aura à affronter.

L'enfant, ayant structuré son schéma corporel et acquis, par suite de la maturation de son système nerveux, une certaine coordination de ses perceptions et de ses mouvements, va pouvoir franchir une nouvelle étape de son développement caractérisée par des apprentissages fondamentaux qui permettront son insertion dans le monde humain social. Il va apprendre la marche, le langage, le contrôle sphinctérien. On trouvera des études

des problèmes psychologiques du développement de l'enfant chez Freud (5), Piaget (6), Vallon (7). Nous retiendrons seulement ici quelques données fondamentales.

Pour que l'enfant puisse faire ces apprentissages, un milieu humain est nécessaire, comme le prouvent quelques observations d'enfants ayant survécu parmi des animaux et qui ne parvinrent jamais, malgré les tentatives ultérieures, à apprendre la marche et le langage humains. Il ressort de ces observations que les structures acquises à cette période sont fixées par l'évolution physio-psychologique. Tout manque d'un apprentissage, par exemple celui de la parole à cause d'une surdité temporaire assez prolongée, sera extrêmement difficile à rattraper. Ceci est confirmé par l'étude des névroses dont Freud a montré qu'elles se structuraient à cette phase (névrose obsessionnelle). Leur traitement psychothérapie est extrêmement difficile et échoue dans la majorité des cas, alors que les structures pathologiques, de formation plus récente que la névrose obsessionnelle, sont beaucoup plus accessibles à la psychothérapie.

On voit, par ces exemples, qu'à cette phase l'action structurante du milieu est primordiale. Ceci se comprend aisément si nous examinons de plus près l'apprentissage. Prenons, comme premier exemple, le langage. L'apprentissage du langage suppose trois conditions. D'abord une condition neuro-physiologique : l'enfant doit être capable d'entendre les sons, toute surdité entraînant la mutité. Il doit être capable de coordonner les mouvements complexes de l'appareil phonatoire pour articuler les chaînes de phonèmes constituant le langage (avant un an, l'enfant émet au hasard des phonèmes inarticulés). Ceci suppose qu'il soit capable de structurer le bruit, que constitue le langage, en formes (chaînes de phonèmes articulés) et de reproduire ces formes sonores. Cela nous amène à la deuxième condition. Pour découvrir dans le bruit du monde, des mots, il faut que ceux-ci y soient présents, c'est-à-dire que l'enfant entende les autres parler, donc que son audition soit intacte et que les adultes lui parlent. Mais ceci est encore insuffisant. L'essence du langage est de signifier et de désigner des objets du monde; puis, plus tard, des concepts abstraits. Il est donc nécessaire que l'enfant soit capable de découvrir dans le monde, des objets dont nous avons montré qu'ils se donnent à la conscience comme des formes signifiantes, ce qui suppose, comme nous l'avons montré, que soit édifié le schéma spatial, lui-même sous la dépendance du schéma corporel.

La capacité à structurer l'espace en objets, formes signifiantes, inclut, entre autres, celle de structurer des objets sonores signifiants, les mots. En effet, nous avons vu précédemment que la perception du nourrisson est indiff renti e. Il n'y a donc pas association de perceptions visuelles, sonores, tactiles, etc..., mais, au contraire, différentiation progressive de structures polysensorielles au sein d'une masse amorphe et mouvante de sensations. La reconnaissance d'une forme comme visuelle, auditive, etc..., témoigne donc d'une structuration du monde perceptif. Le problème de savoir comment le sens s'associe aux mots est donc un faux problème, une question mal posée. Il n'y a pas association, mais

différenciation d'un ensemble organisé d'informations provenant des explorateurs externes et internes. De cette organisation surgit un effet de sens.

Mais il est évident que, pour qu'il y ait organisation, il faut que le réel ambiant soit organisable, c'est-à-dire qu'il ne soit pas un chaos informe et instable. Un enfant qui entendrait chaque jour une langue différente n'en apprendrait aucune. Il apprend les mots puis, plus tard, les phrases d'une, parfois deux, langues. La langue qu'il apprend, en apprenant à structurer les chaînes de phonèmes et la sémantique de ces chaînes, donc, selon la théorie de Chomski, en intériorisant une grammaire générative engendrant toute phrase possible de cette langue, est celle que parlent les adultes de son entourage. Elle est le produit d'une pratique sociale, de celle des sujets parlants qui transforment la langue en la parlant, comme le montre la linguistique diachronique, et qui reprennent cette langue pour la parler quotidiennement (8). Il en va de même de la plupart des objets du monde qui constituent les référents des mots ; ils sont le produit d'une activité sociale puisqu'ils sont le résultat du travail humain. Leur être-même est conditionné par l'économie du groupe social dans lequel est né l'enfant. Il n'est pas identique de naître dans un H.L.I., dans un village d'Indiens Bororo ou dans le palais de la reine d'Angleterre. Dans la mesure où la langue, la parole des adultes, les objets peuplent le monde, expriment la structure sociale qui les a produits, ces objets et ces pratiques adultes étant structurantes pour l'enfant, on peut dire que, par la médiation de la praxis des adultes, l'enfant est structuré par la société dans laquelle il vit.

Il ne faut cependant pas interpréter cette activité structurante du monde social comme un phénomène passif. Ces structures du monde, qui sont données au sujet, il les perçoit et il réagit affectivement. Pour la pensée préobjective de l'enfant, pensée "magique", "sauvage", "affective" (ces termes étant porteurs de nuances de sens qui les rendent complémentaires), les situations n'ont pas le même sens que pour l'adulte.

L'un des paradoxes de l'éducation est que l'adulte a oublié le sens des choses pour l'enfant et que l'enfant ne peut évidemment connaître le sens qu'elles ont pour les adultes. Il y a donc, objectivement, une incompréhension radicale entre le monde de l'enfant et celui de l'adulte qui l'éduque alors que, chacun percevant les comportements de l'autre comme ayant un sens pour lui, il se produit une communication à double sens unique, une communication dans une illusion de compréhension masquant une incompréhension radicale.

Pour l'enfant, devenir "grand" ce sera accéder au monde des adultes par l'oubli du monde de l'enfance. Ce sera changer le sens des choses pour soi. On voit donc que cette incompréhension a une valeur formatrice. Elle instaure une dialectique, source d'évolution pour l'enfant, mais aussi source d'un conflit existentiel qui, dès cet âge, fonde l'être de l'individu comme être dialectique, conflictuel en lui et en sa relation avec autrui. Nous verrons plus loin que c'est seule-

ment avec l'édification des superstructures de la conscience réflexive objectivante de la raison, que ce conflit peut être dépassé en étant conservé.

A cette phase de son existence, l'enfant va donc intérioriser un certain nombre de conduites sociales, langage, habitudes de propreté, mœurs alimentaires, etc... Il va, par là-même, enrichir ses moyens de communication et d'action. Le monde de l'enfant gardant, pour lui, un sens différent de celui des adultes, il y aura l'ébauche des deux niveaux de sens que nous avons analysés chez l'adulte dans notre précédent article. La discordance du sens pour l'enfant et du sens pour l'adulte va entraîner des conflits. Ces conflits sont vécus dans la relation enfant-adulte. Les parents, animés du projet de faire de leur enfant un adulte adapté à la société, vont tenter de modeler le comportement de l'enfant selon un modèle qu'on pourrait appeler commodément leur idéal de l'autre. Ce modèle exprime un modèle proposé par la société, intériorisation des tabous et des rites sociaux correspondant au groupe. Ce modèle, d'origine sociale, est repris par les éducateurs, remodelé en fonction de la manière dont ils le perçoivent, de leurs projets personnels. Dans les familles de la société occidentale contemporaine, plusieurs personnes concourent à l'élevage des enfants, chacune y apportant sa marque propre, parfois contradictoire à celles des autres. Les relations entre les parents, étant elles-mêmes le produit d'un conflit entre un modèle social de structure familiale et les projets personnels des contractants, sont perçues par l'enfant qui en exploite les contradictions au mieux de ses intérêts propres ou, au contraire, y découvre un statut d'insécurité pour lui-même. Les adultes vont agir sur le monde de l'enfant, en plus d'une action directe, par la médiation des objets du monde qu'ils produisent et échangent, de même que le monde social va agir sur eux en les mettant en situation dans des structures économique-sociales aux contenus évoluant sans cesse. Des objets aussi importants pour l'enfant que les jouets sont produits socialement. Le jouet signifie le monde qui le produit et, objet de consommations, signifie la situation, non directement du consommateur (l'enfant), mais du médiateur (les parents qui le procurent à l'enfant). Quant à l'action du monde sur l'adulte, nous y reviendrons ultérieurement.

En face des adultes (en proie à leurs contradictions et visant l'enfant dans leur projet), l'enfant. Celui-ci perçoit le monde qui l'entoure et lui donne des significations centrées sur lui-même et se perçoit dans une relation aux adultes, situation produite par ceux-ci et qu'il va devoir exploiter en fonction de ses propres fins et tenter de modifier. Les fins poursuivies par les parents et celles de l'enfant sont dans des rapports extrêmement variables, de l'identité à l'antinomie. Identité : par exemple, la satisfaction des besoins matériels de l'enfant, le désir que celui-ci devienne adulte (théoriquement, du moins, et réellement en l'absence de névrose infantile ou parentale), etc... Antinomie : quand l'enfant, comme l'a bien vu Freud, recherche la satisfaction immédiate de ses besoins, matériels ou affectifs, et que les éducateurs exigent que l'enfant se soumette à des interdits, des règles et des obligations, par exemple la propreté, les conduites alimentaires, les horaires de coucher et de lever, etc...

Freud a surtout donné des analyses du problème de la propreté en relation avec l'érotisme anal. Ceci est dû au matériel étudié, les obsédés, chez qui ces phénomènes sont au premier plan, et au parti-pris de Freud de négliger ce qui sort du cadre de son dualisme instinctuel. En fait, on pourrait étendre cette étude à de multiples dimensions de l'existence. Retenons seulement la structure générale de relation que Freud a dégagée. Les parents créent des situations telles que l'enfant doit être obligé d'adopter un certain comportement (exemples : être propre, manger ce qu'on lui sert), faite de quoi il sera privé de l'affection qu'il attend de ses parents. De pareilles situations sont contradictoires puisqu'on lui demande de renoncer de toute façon à une satisfaction. L'enfant doit trouver un moyen d'en sortir en retirant de l'issue le maximum de satisfaction. Il devra obligatoirement se manifester comme être libre sous condition. La situation conditionne la solution du problème. En effet, le nombre de solutions à un problème donné n'est jamais illimité. La position du problème détermine un ensemble de conduites possibles. Pour découvrir, parmi les conduites possibles, celle qu'il convient d'adopter, le sujet doit décider laquelle entraînera pour lui la frustration minimale. Or, cela, lui seul peut le décider. Il doit inventer une hiérarchie des satisfactions et des frustrations, tant réelles que fantasmatiques. Par ce choix fondamental, il se manifeste comme libre. Ce choix fait entraîner des conduites qui s'exprimeront dans des styles particuliers selon les habitudes comportementales antérieurement acquises, selon ce qu'il est convenu de nommer le caractère de l'enfant qui obéit à des déterminismes génétiques et est inné, comme le montre la psychologie expérimentale (9). Cette description est évidemment simplificatrice. Le choix ne se fait pas instantanément dans une situation précisément datée. Nombre d'expériences se succèdent dans le temps et le sujet adapte progressivement ses conduites en fonction des réactions de l'entourage et de la signification qu'il décide de leur donner.

Symétriquement aux situations d'apprentissages, l'enfant rencontre des situations où il doit agir sur les conduites de son entourage pour obtenir de celui-ci des satisfactions. Il inventera des conduites visant à provoquer le comportement désiré chez ses parents et aura tendance à retenir celles qui réussissent, c'est-à-dire celles qui lui rapportent le maximum de gratifications et le minimum de frustrations. Ainsi, à chaque genre de situation, il va faire correspondre un type de réponse. Les deux types de situations ci-dessus énoncés ne sont pas dans la réalité nettement séparés. Se soumettre à l'apprentissage sera un moyen de rechercher des gratifications ; s'y refuser, un moyen d'agression ou de pression. Les parents réagiront selon leur propre système de valeurs aux conduites de l'enfant. Ainsi, la relation enfant-parents va évoluer sur un mode dialectique jusqu'à ce que soit trouvée une solution : l'adoption, par l'enfant, d'un mode de relation à l'adulte qui conditionnera son évolution future.

Alors que, pendant la première année de l'enfance, nous avons vu les facteurs physiologiques et la relation mère-enfant être au premier plan, à partir de la deuxième année, nous voyons apparaître le rôle structurant des structures sociales et de la liberté individuelle qui vont bientôt passer au premier plan.

L'enfant, ayant résolu (ou pas) les problèmes posés par les apprentissages fondamentaux, étant passé de la satisfaction immédiate à la satisfaction différée doublée de satisfactions fantasmatiques, va pouvoir affronter de nouveaux problèmes qui l'obligeront à achever sa structuration comme être humain. Il va, successivement, affronter le problème de son identification comme être sexué et construire sa conscience réflexive.

L'enfant, pendant la phase ci-dessus étudiée, a pris conscience de soi et d'autrui comme semblable-différent. Cette prise de conscience est caractérisée par l'usage du "je" et du "tu". Il va maintenant prendre conscience de la coupure des autres en deux sexes et de son appartenance à l'un des deux, et prendre position sur cette appartenance et les conséquences futures qui en découlent, établir le projet de sa sexualité. Ce problème a passionné Freud après sa découverte de la sexualité infantile, mais il est si complexe qu'il ne l'a abordé que très incomplètement et l'usage de la mythologie n'a pas peu contribué à masquer les incertitudes des hypothèses proposées. Une psychanalyse existentielle rigoureuse devra décrypter le sens du mythe d'Oedipe et, au-delà, atteindre un vécu inconnu. Nous réservant de revenir en détail sur ce problème dans une étude consacrée plus particulièrement à la sexualité, nous serons ici très schématique.

Objectivement, dans la société européenne contemporaine, aux différences physiologiques, s'ajoutent des différences socio-culturelles et psychologiques entre les sexes. Actuellement, une évolution est en cours qui uniformise le statut social des sexes alors que les schèmes culturels sont en désaccord avec l'état actuel de cette évolution économique et sociale. Ces schèmes culturels sont eux-mêmes contradictoires, la persistance des vieux préjugés sur l'infériorité de la femme se heurtant violemment avec la revendication féministe d'égalité. Ces contradictions dynamiques sont vécues par les adultes des deux sexes qui les intériorisent et les reprennent dans leurs projets, eux-mêmes contradictoires (affectés de contradictions internes, et contradictoires d'un individu à un autre et avec tel ou tel élément de la situation objective). Les projets de ces adultes vont s'objectiver dans leur comportement face à l'enfant en proie à ses problèmes d'identification sexuelle. Celui-ci va réagir en fonction du comportement de ses parents et de la relation qu'il a établie avec eux, cette relation étant elle-même modifiée par l'introduction d'un élément nouveau. L'enfant doit donc constater son sexe objectif, l'assumer en assumant les conséquences que cela entraîne pour lui, conséquences qu'il assume positivement (ce qui le mènera à une hétérosexualité conforme au modèle qu'on lui aura proposé) ou négativement (ce qui le mènera à diverses formes de comportement homo-sexuel ou autres comportements déviants par rapport à la norme de son groupe social ou encore à des conduites pathologiques, névrotiques, dans les plus mauvais cas, sans prétendre que, là, soit la seule origine des déviations sexuelles ni des névroses). Le devenir sexuel qui est proposé à l'enfant, l'est par les adultes, par leur discours et leur exemple. Il dépend donc de la manière dont ceux-ci vivent leur propre sexualité.

Ce problème n'est évidemment pas séparé de l'ensemble de l'existence du sujet. Il n'en est qu'une complexité nouvelle et le projet sexuel s'intègre sans discontinuité dans l'ensemble des projets de l'être, n'étant qu'une structure particulière de relation à autrui. C'est seulement plus tard, quand apparaîtra le désir génital, qu'il se révélera avec éclat dans sa spécificité.

Là encore, l'enfant a toutes chances d'édifier des structures affectées de contradictions internes. En effet, il va inventer des solutions à des problèmes affectifs posés par une situation pleine de contradictions perçue par lui avec son âme d'enfant, et ces choix vont déterminer des comportements dans des situations adultes. De plus, il aura, dans le même temps, déterminé un comportement futur qu'il ne connaîtra que plus tard, dont le sens aura été modifié par son histoire ultérieure et aura projeté d'être conforme au modèle que son groupe social lui aura proposé. Il aura enregistré tabous et règles. Si le comportement, qui découle de ces projets d'enfant se réalisant dans une situation d'adulte, est en contradiction avec ces tabous et ces règles, il vivra un conflit entre ses aspirations contradictoires. Ou bien il trouvera une solution à la contradiction, ou bien, ne pouvant la résoudre, il vivra une névrose, la névrose étant, comme l'a dit Jung "une désunion existentielle" (10).

L'acquisition de la conscience réflexive, vers l'âge de sept ans (l'âge de raison, dit le langage populaire), relève de processus psychophysologiques dont l'étude détaillée sort du cadre de cet article. Nous renvoyons le lecteur que cela intéresse aux travaux de Piaget (6). Cette superstructure, développée sur les structures de base de la conscience perceptivo-affectivo-comportementale, permet le décentrement du sujet. Celui-ci devient capable d'envisager le monde, non plus seulement comme présence immédiate à soi et sens pour soi, mais comme système de relations entre les objets du monde, relations indépendantes du sujet. L'établissement d'un système de relations objectives entraîne un processus d'abstraction, les objets n'étant plus envisagés comme "donné-concret-immédiat", mais décrits comme système de relations de données abstraites. Le sujet pourra alors se prendre comme objet du monde, s'objectivant devant sa propre conscience; Avec cette possibilité d'objectivation de soi, apparaît donc la possibilité d'auto-critique. Je peux me mettre moi-même en question, chercher le sens objectif de mes actes par rapport à un système de référence rationnel. Cette pensée rationnelle, objective, conformément aux lois découvertes par Jacson (une structure d'apparition plus récente et supérieure contrôle les structures plus anciennes sous-jacentes) va contrôler les structures affectives sur lesquelles elle est construite, par des mécanismes d'inhibition et d'activation. Mais les structures affectives continueront à agir derrière la pensée réfléchie et, si celle-ci se relâche, elles reprendront le contrôle du comportement. La réflexion elle-même manipule de l'information déjà codée par la perception dont nous avons vu que ce codage était assuré par des matrices génératives inconscientes. La réflexion, par traitement logique de l'information, pourra changer le sens du vécu fourni par l'étage inférieur. Nous voyons apparaître-là une dialectique de l'interaction entre les deux étages. Les comportements seront déterminés par le résultat du double codage de l'information, codage affectif et rationnel.

On pourrait redire, de la pensée rationnelle, ce que nous avons dit du caractère structuré de l'affectivité. Pour réfléchir, il faut organiser l'information en concepts et disposer de règles logiques de manipulation des données. La conscience réflexive est donc aussi une structure structurante qui organise l'information en formes significantes. Cette structuration de l'information suppose que le sujet possède des formes vides qui donneront leur forme aux contenus, et des grilles qui permettront de coder et de décoder l'information. Ces matrices génératives sont inconscientes pendant leur fonctionnement, même si la pensée logique, se prenant elle-même pour objet, peut connaître elle-même les règles de son fonctionnement. La situation est comparable à celle du langage. Il n'est pas nécessaire de connaître la linguistique pour parler. Il n'est pas nécessaire de connaître la logique pour réfléchir. Les concepts et les règles de transformation et de manipulation de ceux-ci, le sujet les trouve dans la culture de la société dans laquelle il vit. Il est plongé dans un monde socio-culturel objectivement structuré. Nous avons vu, dans les chapitres précédents, comment ce monde a un sens pour le sujet, comment il est son monde au niveau pré-objectif. Nous savons aussi que ce monde, indépendamment du sujet, possède une superstructure culturelle. La culture d'un groupe est au groupe comme la conscience est à l'individu, à cette différence près que la culture est matérialisée sous formes de réalisations d'objets, comme les mythes, les oeuvres d'art, les codes, les rituels, etc...

L'analyse de ce matériel culturel découvre qu'il est structuré et que ses structures signifient les relations des hommes au monde et entre eux, notion classique depuis Marx (11) et approfondies par Lévi-Strauss récemment (12 - 13 - 14). Mais, comme le rappelle Sartre (2), toute oeuvre a un auteur (ou plusieurs). La culture est constituée par la stratification des paroles et des objets produits par des individus et repris par d'autres. Prenons, par exemple, une religion : elle a un fondateur et sa parole a été reprise, commentée, interprétée, par des générations de théologiens et de prêtres. Elle ne fait partie d'une culture que dans la mesure où elle a des adeptes, ou bien dans la mesure où elle influence encore les modes de pensée, les comportements des individus. La France a une culture en partie chrétienne, parce qu'il y a dans ce pays nombre de croyants en cette doctrine et que la morale courante est imprégnée de valeurs chrétiennes qu'acceptent nombre de non-croyants inconscients de l'origine de ces valeurs.

Une culture, dans une société chaude, c'est-à-dire dans une société qui tend à évoluer rapidement, par opposition aux sociétés froides qui tendent à s'opposer à tout changement, est en perpétuelle évolution. Quotidiennement, des individus produisent de nouvelles oeuvres culturelles, remettent en question des acquis. Les conflits, au sein d'une même société, se doublent de conflits culturels. Par exemple, les conflits de classes se doublent de conflits idéologiques. Si, actuellement, une minorité d'intellectuels et d'artistes produit la culture, tout individu est amené à se situer en relation avec le milieu culturel.

Nous pouvons découper, dans la culture comme dans la conscience, deux niveaux, un niveau pré-objectif, correspondant à peu près au domaine de

l'art et de la littérature au sens courant du mot, et un domaine réflexif, correspondant à la science (connaissance objective du monde) et à l'idéologie (réflexion du groupe social sur lui-même), le mot idéologie étant pris dans son sens marxien.

Cette étude très schématique de la culture n'ayant d'autre but que de permettre la discussion de l'intériorisation par l'enfant des structures réflexives du monde où il vit, nous revenons à ce problème.

L'enfant reçoit du monde extérieur les règles de la pensée logique et les produits de la réflexion des adultes. Ceci suppose d'abord sa capacité à les recevoir. L'enfant qui, soit à cause d'une déficience génétique, soit à cause de carences affective ou éducative dans sa première enfance, soit par suite d'une détérioration organique ou psychotique, est en état d'arriération mentale, ne pourra aller très loin dans l'acquisition de ces superstructures. L'enfant normalement ou supérieurement doué atteindra, par le fait-même de sa maturation psychologique, une capacité de perception objective du réel. Cette adaptation au réel structure sa réflexion en lui proposant un modèle : les structures concrètes des choses perçues, ces structures étant exprimées par le langage quotidien dans lequel il baigne. On ne peut donc séparer la structure des choses de leur représentation par la langue, chaque langue découpant le réel de manière particulière. Ce langage porte en lui-même une certaine logique immanente (15) et ne représente les choses qu'avec un certain degré d'abstraction (16). L'enfant, découvrant l'usage d'un nouvel outil intellectuel, donc un nouveau pouvoir et une augmentation de son autonomie, en joue avec passion. C'est l'époque où il s'amuse à relever tous les illogismes du discours des adultes.

C'est cependant dans ce discours des adultes qu'il va trouver la source de ses connaissances sur le monde, sur la société et sur lui-même. Cette relation, où le verbal va prendre le devant de la scène sans pour autant faire disparaître les modes de relation plus primitifs, va achever de structurer l'adulte futur.

L'activité structurante se déroule sur plusieurs plans. Au plan affectif, on a la continuation de ce qui a été décrit précédemment. Le sujet est en relation verbale et non verbale avec son entourage (famille, copains,...) relation structurée par le comportement des individus exprimant leur être au monde dans ce comportement. Le sujet se détermine par rapport au sens qu'il donne au comportement d'autrui. De même, le sujet vit une situation sociale caractérisée par la place de sa famille dans la hiérarchie sociale. Cette situation est vécue au niveau préobjectif, tant par le spectacle des autres enfants auquel il est mêlé que par la médiation des parents vivant leur situation de classe, et perçue à travers les attitudes du sujet dans sa relation à l'autre comme non égal. L'enfant révolté ou soumis à l'autorité parentale sera, de même, révolté ou soumis à l'autorité de l'école puis, plus tard, de l'Etat.

Au plan réflexif, on enseigne à l'enfant la culture de son groupe social de façon diversement contradictoire. L'enseignement de l'école tend à en faire un être "adapté", c'est-à-dire supportant allègrement son aliénation. L'enseignement de sa famille va ou non dans le même sens.

Cet enseignement comporte évidemment celui des tabous et des rituels de la vie sociale. Nous montrerons, en discutant l'exemple de la sexualité, comment ces tabous et rituels peuvent s'opposer tant aux besoins organiques qu'aux choix existentiels du sujet et être sources de contradictions pouvant aller jusqu'à la constitution de structures névrotiques. Il y a, de même, contradiction entre l'idéologie, c'est-à-dire l'image que la société donne d'elle-même, et le vécu du sujet qui en perçoit une image tout autre (on enseigne, par exemple, que les hommes sont libres et égaux alors que le contraire est évident, objectivement).

Enfin, le discours des adultes va définir l'enfant dans son être objet pour autrui. Cette définition se fait en fonction, d'une part, de la perception qu'ont les adultes du sens des conduites de l'enfant, donc de leurs structures, et en référence à un système de valeurs objectives (ou, du moins, admises comme telles), valeurs provenant de la culture et reprises par l'auteur du jugement. Cette réification du sujet a une influence profondément car il doit se situer par rapport à l'image qu'on lui donne de lui. Traitez chaque jour un enfant d'imbécile, ou bien il agira de manière à prouver que c'est faux, ou il finira par le croire et agira de manière à justifier ce jugement, ou encore il prendra une attitude agressive ou méfiante vis-à-vis des autres qui sont incapables de le justifier etc... Du choix qu'il aura fait, dépendra tout son comportement par la suite. Sartre a donné une magnifique analyse de ce problème dans "Saint-Genet" en montrant comment l'enfant Genet, élevé par des paysans dans le respect de la propriété, s'appropriera d'abord quelques menus objets pour affirmer son statut social de possédant et comment, traité de voleur, il s'appliqua à se conformer à cette étiquette en se faisant le plus parfait voleur possible. Elevé dans un groupe social où la propriété n'aurait pas été valorisée, ou par des parents adoptifs plus compréhensifs, il aurait sans doute évolué différemment mais, dans les mêmes circonstances, aurait pu choisir une autre attitude, par exemple cristalliser le conflit "respect de la propriété - appropriation de ce qui me manque" dans une névrose ou le résoudre par un suicide.

Nous pouvons résumer ce qui précède abstraitement en disant que les relations du sujet au monde humain créent des situations structurées dialectiquement dans lesquelles le sujet doit déterminer son être et son action en constituant un projet et les structures de sa relation subjective à ce monde, structures qui signifient le projet en référence au monde. Des modèles de projet et de structures sont proposés au sujet par le monde socio-culturel, mais c'est toujours le sujet qui, en dernier recours, les assume positivement ou négativement, manifestant ainsi sa liberté. La psychanalyse existentielle, comme l'analyse synchronique, met en évidence la liberté en situation comme créatrice de l'être. On peut se demander si ce surgissement de la liberté au cours de nos analyses correspond à une réalité ou n'est pas un artéfact engendré par la méthode employée, comme le pensent les néo-positivistes structuralistes (13). Seule la vérification empirique peut trancher cette querelle. Or, la vérification empirique, dans le domaine qui nous occupe, la psychologie scientifique, expérimentale ou clinique, donne raison aux existentialistes. Rogers (17) note que les résultats de la psychothérapie ne sont interprétables que par une solution dialectique de la contradiction entre déterminisme et liberté. C'est la cohérence interne du discours scientifique qui oblige à une description

déterministe, mais les personnes engagées dans le dialogue psychothérapique perçoivent la restructuration du client comme un acte libre conditionné par la situation thérapeutique (possible seulement dans cette situation). L'étude des jumeaux homozygotes (ou "vrais jumeaux") montre des différences entre les personnalités des jumeaux alors que hérédité et milieu sont identiques. Si tous les facteurs déterminants sont identiques, comment concevoir la possibilité de différences dans une théorie déterministe ? C'est évidemment absurde, d'où on doit conclure logiquement que la théorie déterministe est fautive et que la théorie de la liberté qui, elle, rend compte de ce fait, est probablement juste. La comparaison des ressemblances et des dissemblances entre jumeaux homozygotes permet d'évaluer ce qui revient à l'autodétermination du sujet et ce qui revient aux conditionnements, et peut-être, un jour, d'aider à mettre au point des méthodes propres à augmenter la part d'autodétermination, ce qui est, pour l'instant, de la pédagogie-fiction.

(A suivre)

Gérard GILLES
(T A C.)

-
- Notes: I) SARTRE: St Genet condémné et martyr (NRF)
2) SARTRE: Critique de la raison dialectique (NRF)
3) M. KLEIN: Essais de psychanalyse
4) SPITZ: La 1^o année de la vie de l'enfant
5) FREUD: Introduction à la psychanalyse
6) PIAGET: Toute son oeuvre
7) WALLON: L'évolution psychologique de l'enfant
8) DE SAUSSURE: cours de linguistique générale
Revue Langage n°4
9) RUCC ILLI: La personnalité de l'enfant
10) JUNG: Sa vie (Bibliographie en fin de volume)
11) MARX: Edition de M RUELL, coll. La Pléiade
12) 13) et 14) LEVI-STRAUSS: La pensée sauvage, le cru et le cuit, du miel aux condres.
15) DE SAUSSURE: Cours de linguistique générale
16) KORZIBSKI: Science and sanity
17) ROGERS-KINGET: Psychothérapie et relations humaines

EVOLUTION ET DEVELOPPEMENT DES CLASSES MOYENNES

Cet article ne devait être initialement qu'une réponse au texte "Evolution et Action", du G.A.J. (1). Au fur et à mesure de sa construction, il est apparu comme dépassant largement le cadre d'une réponse. Dans sa première partie, il ne sera qu'une réponse au texte du G.A.J. et même cette "réponse" n'aura rien à voir avec le titre général de l'article. Nous aurions pu en faire la distinction mais, comme la deuxième partie, malgré la dimension qu'elle prend et le sujet qu'elle traite, peut aussi apparaître comme une réponse et, surtout, un complément à l'article du G.A.J., nous avons conservé les deux réponses sous un même titre.

La deuxième partie de notre article, traitant de l'évolution des classes moyennes, fera appel à des données politiques sur lesquelles ne sera formulé aucun jugement de valeur. Cet article n'a pas l'ambition de critiquer la politique (tous les ans le font depuis un siècle, - pourquoi répéter une fois encore une critique que tout le monde connaît ?), mais a pour but d'expliquer, de comprendre et de faire comprendre. Les défauts majeurs en seront la limitation de l'étude à la France et, surtout, en fonction d'une situation locale (nous travaillons en Lorraine où est installée l'industrie lourde française).

Bien entendu, l'article n'a pas la prétention d'avoir fait le tour complet de la question et ne donne aucune solution aux problèmes soulevés. Les solutions restent donc encore à discuter et à étudier. Mais comme "Recherches Libertaires" est là pour ça...

x
x x

Le fort intéressant article des copains du G.A.J. appelle, à mon avis, quelques remarques. Ces camarades donnent, comme explication à la perte de conscience des masses :

- 1) L'abandon du combat révolutionnaire par les organisations de masses depuis le XIX^e siècle, la cause en étant la marxisation de ces organisations. Je ne suis pas d'accord :

-sur l'existence d'organisations "de masses" révolutionnaires à la fin du XIX^e siècle ;

-sur la cause "marxiste" de l'impasse réformiste.

- 2) Les transformations structurelles de la société d'exploitation et,

partant, des modes d'exploitation, - ces transformations étant attribuées au développement technocratique de la classe dirigeante. Si je suis d'accord là-dessus, je pense que les copains ont négligé le développement de la classe moyenne, classe qui est devenue un élément important de la structure sociale actuelle. Il est vrai qu'ils se sont surtout attachés aux nouvelles formes d'exploitation que les classes moyennes subissent aussi. Ma réponse, sur ce point, sera donc plutôt un complément. Elle en sera un aussi à l'analyse "Technocratie et Pouvoir", de H. Michel.

X
X X

"...avant, c'étaient les organisations de masses qui menaient le combat révolutionnaire..."

Voyons ces organisations ! :

- 1) LES GROUPES ANARS (qui, d'ailleurs, ne constituaient pas une organisation...). S'ils regroupaient plus d'adhérents et de militants qu'aujourd'hui, ceux-ci ne pouvaient absolument pas représenter la "masse" (2), ni en France, ni même en Espagne, encore moins en Allemagne et en Angleterre.
- 2) LA C.G.T. pas d'avantage, qui ne sera vraiment structurée qu'en 1902, avec seulement 108.147 adhérents, et qui, de plus, dans sa fraction "révolutionnaire", se veut "syndicats de minorités agissantes". L'autre fraction, réformiste, ne prétendait pas, par essence, mener un "combat révolutionnaire". Quant à la troisième fraction (de toute manière minoritaire), la "politique", elle ne voyait dans le syndicat que l'école de formation et la force d'appoint du Parti Socialiste.
- 3) LE PARTI SOCIALISTE. Pour commencer : lequel ? Il y en avait plusieurs, dont le plus à gauche : le Parti Ouvrier Français de Guesde qui ne recueillait, aux législatives de 1893, que 160.000 voix. En 1905, quand se fera l'unité socialiste, les minorités révolutionnaires resteront, comme leur nom l'indique, des minorités. Avec l'apparition, en 1920, du Parti Communiste, va se développer en France la première grande organisation "de masses", mais qui ne restera "révolutionnaire" que peu de temps car :

-la forme léniniste de l'organisation révolutionnaire n'est pas "de masses", mais plutôt de "minorités agissantes" (le parti, avant-garde consciente des masses) ;

-l'esprit révolutionnaire du P.C. sera inversement proportionnel à son développement (structuration non suivie d'une action révolutionnaire la justifiant, d'où sclérose) ;

-La bolchévisation du parti en 1925, qui devait lui donner des structures plus efficaces, accélérera d'autant plus sa bureaucratisation ;

-enfin, avec l'histoire du P.C., nous ne sommes plus à la fin du XIX^e siècle.

J'ai pris l'exemple de la France mais, à peu de choses près, la situation était identique ailleurs, voir pire : en Allemagne, la Social-Démocratie et ses syndicats, formidables appareils bureaucratiques, comme en Angleterre les trade-unions qui accoucheront du Labour Party, n'ont jamais prétendu mener, ni voulu mener, un combat "révolutionnaire".

Ainsi, dans leur étude, nos camarades partent d'une affirmation fautive, donc dangereuse dans les conclusions que l'on pourrait en tirer.

L'impasse réformiste due au marxisme : si les copains n'avaient dit que cela, nous aurions pu être d'accord (en précisant, toutefois, que les "révolutions" de Lénine, Mao Tse Toung ou Castro, n'étaient pas des "révolutions véritables"). Manque de pot, ils font précéder cette explication de la phrase suivante : "...aujourd'hui, ce rôle (le combat révolutionnaire) est mené par des petits groupes idéologiques : anarchistes, trotskystes, etc...".

Or, jusqu'à preuve du contraire, les trotskystes se réclament bien du marxisme (et, naturellement, s'en prétendent les seuls vrais interprètes). Donc, le marxisme peut adopter des méthodes révolutionnaires (et les a effectivement adoptées : Lénine et Trotsky en Russie, le P.O.U.M. en Espagne, Mao Tse Toung en Chine, Castro à Cuba ; par ailleurs, tous les maquis de Grèce en 1945/1947 et, aujourd'hui, en Amérique Latine, ont été ou sont trotskystes, castristes ou maoïstes, etc...).

L'argument ne tient donc pas. Ce n'est pas forcément l'adoption de l'idéologie marxiste qui a conduit les organisations de masses (?) à l'impasse réformiste.

Pendant que nous y sommes, nous pouvons voir un peu les "organisations de masses" actuelles et leurs rapports avec l'idéologie... marxiste. Les syndicats, par exemple, qui sont les plus représentatifs :

la C.G.T. : n'est marxiste aujourd'hui que dans la mesure où le P.C. le veut, mais, avant sa domestication par les cocos, la C.G.T. n'était guère marxiste, mais réformiste et apolitique. N'oublions tout de même pas qu'au fameux congrès d'Amiens de 1906, les "révolutionnaires" et les "réformistes" s'étaient plus ou moins appuyés les uns sur les autres pour réduire la fraction "politique" (marxiste par ses attaches avec le Parti Socialiste).

la C.F.D.T. : deuxième grande organisation syndicale de masses en France, a, pour idéologie de base, "la doctrine sociale chrétienne", ce qui est tout de même assez éloigné du marxisme.

enfin la C.G.T.-F.O. : qui, appliquant une certaine démocratie, ne peut pas être assimilée à une idéologie précise. On y retrouve des "réformistes" classiques, apolitiques, des réformistes marxistes appartenant à la S.F.I.O. ou au P.S.U., des anarcho-syndicalistes et des trotskystes...

tous ces gens ayant en commun leur anti-communisme ou leur exclusion de la C.G.T.

pour mémoire, la C.F.T.C. - MAINTIENUE : encore plus chrétienne que sa collègue "démocratique", - la F.E.N., l'U.N.E.F., les AUTONOMES ou syndicats INDEPENDANTS aux activités spécialisées ou corporatistes, donc sans idéologie bien précise, et la C.N.T.F., à classer aux profits et pertes.

x
x x

Le deuxième argument, sur la porte de la conscience de classe, est plus solide mais il pêche, à mon avis, par la simplification qu'il fait en opposant Prolétariat et Technocratie. L'oubli des classes moyennes, classes dont l'importance n'apparaît décisive, escamote tout un aspect de la question, d'autant plus que c'est dans le développement de ces classes que se trouve l'impasse réformiste des "organisations de masses". Or, dans notre action, nous aurons à tenir compte de ces classes. Il me semble donc utile de bien les connaître et de bien analyser leurs options politiques et syndicales pour tenter de leur donner la conscience de classe-exploitée qui leur fait défaut.

Aussi reprenons-nous les définitions traditionnelles :

Bourgeoisie. - Possède toujours les moyens de production mais plus sous forme de connaissances techniques et administratives que sous forme de propriété (encore que, bien souvent, ceux qui peuvent faire les grandes écoles techniques ou d'administration sont les enfants des capitalistes-propriétaires).

Prolétariat. - Possède toujours, lui aussi, sa seule force de travail, mais s'ampute de plus en plus de ce qui n'était hier qu'une minorité et que l'automatisation rend de plus en plus important et nécessaire : les prolétaires de bureaux, techniciens, agents de maîtrise, dessinateurs, agents de méthodes, agents commerciaux, et les spécialistes : électro-niciens, chimistes, etc... Ces catégories professionnelles sont "avantagées", "privilégiées", sur des points de détail, mais ces points de détail (horaires de travail, mensualisation, primes fixes, congés supplémentaires, caisses de retraites complémentaires, absence de pointage, logements gratuits), leur donnent une mentalité spéciale néo-petite-bourgeoise.

Classe moyenne. - En voie de disparition dans sa définition traditionnelle mais nullement dans sa psychologie "arriviste" et dans ses "moyens économiques" intermédiaires entre bourgeoisie et prolétariat, car s'augmentant des catégories de travailleurs dont nous avons parlé plus haut. Les classes moyennes, revitalisées par cet apport nouveau, prennent d'autant plus d'importance qu'elles sont devenues capables de revendications propres dans le cadre de la hiérarchie sociale (mensuels de

Saint-Nazaire), revendications qu'elles expriment au travers d'organisations syndicales de masses.

C'est l'emple typique de la C.F.D.T., centrale syndicale d'un dynamisme indéniable et qui regroupe essentiellement, dans la sidérurgie par exemple, dessinateurs, agents d'études, de méthodes, de planning, bureaucrates, etc... Cette centrale ne met justement pas tellement en cause la structure générale et la hiérarchisation du système et, nous l'avons déjà vu, ne possède pas d'idéologie socialiste de base !

Pour le moment, les revendications des nouvelles classes moyennes et du prolétariat classique ont assez de concordance pour que C.G.T. et C.F.D.T. fassent unité d'action, mais cette unité est précaire. Par exemple, pendant les grèves de la sidérurgie en 1966, et encore en 1967, la C.F.D.T. voulait pousser le combat, pour son programme revendicatif, beaucoup plus loin que la C.G.T. Elle fût la seule, en 1966, à parler d'occupation et, en 1967, alla jusqu'à proposer un plan d'investissement et d'occupation d'une usine sidérurgique de pointe, la Sollac (où la grève avait eu peu de succès), par les mineurs également en grève. Mais, pour cela, il lui fallait l'appui des "prolétaires" de la C.G.T. (l'infanterie, quoi !). Devant le refus de la C.G.T., le plan fut abandonné. Pourquoi ce refus ?

-pour ne pas créer une situation explosive dangereuse pour le pouvoir gaulliste ami-ami avec les camarades de Moscou, - oui, mais encore ?

-pour ne pas permettre aux catégories sociales représentées par la C.F.D.T. d'aboutir à des revendications - comme, par exemple, la classification des ETAM suivant les propositions C.F.D.T.istes - qui installeraient de droit une hiérarchie, peut-être plus étroite mais non moins solide, bloquant au niveau "autorité-responsabilité" plus qu'au niveau "salaires" les catégories sociales de la C.G.T. (en majorité horaires). Bien entendu, ce n'est pas que les bonzes de la C.G.T. soient tellement égalitaristes, mais... "faut pas se couper des masses".

Il faut observer que la C.F.D.T. n'est pas la seule organisation syndicale des classes moyennes (au fait, il est intéressant de noter que la C.F.T.C., ancêtre de la C.F.D.T., s'est créée autour d'un regroupement des syndicats chrétiens d'employés). La C.G.T. et F.C. ont aussi des sections "nouvelle vague". Quant à la C.G.C., elle manque de dynamisme et recrute en milieu "ingénieurs", milieu assez restreint.

Au niveau politique, les nouvelles classes moyennes s'expriment au travers des partis centristes et centre-gauche (Lecanuet et Mitterand), mais ces formations ne seront jamais des grands partis de masses car la nouvelle classe moyenne méprise le militantisme politique et attend des élections pour s'affirmer.

X
X X

Dans le but de comprendre l'actuelle situation politique française, il me semble intéressant, dans le cadre de cette étude, d'analyser les positions politiques des classes moyennes et l'évolution des formations politiques centristes.

1) Sous la Troisième République :

Partis Radicaux : issus des loges maçonniques, surtout composés de "notables" libéraux (professions : notaires, avocats, médecins, fonctionnaires provinciaux, commerçants aisés, petits patrons, instituteurs, ces derniers socialisants mais économiquement liés aux précédents), républicains, défenseurs (1830, Février 1848, Septembre 1870) des grands principes démocratiques, partisans de la libre, mais petite, entreprise, laïques.

Ces partis sont flanqués, à gauche, du ou des partis socialistes qui, après une brève époque de "feu sacré", amorceront déjà leur embourgeoisement (1899 : Millerandisme), et, à droite, des partis chrétiens fermés d'une majorité paysanne, propriétaire, traditionnelle, conservatrice, ensoutanée au possible, ennemie à la fois des "grands bourgeois" industriels et des "petits bourgeois" radicaux et encore plus opposée aux partis "ouvriers" (pourtant, la classe ouvrière est née de la paysannerie déracinée). Ces partis chrétiens sont farouchement opposés au principe démocratique. Historiquement, leur triomphe a toujours été un retour à l'autoritarisme (dernier exemple : Pétain).

2) Sous la Quatrième République :

Partis Radicaux : avec l'évolution technique, les petits bourgeois traditionnels perdront de leur importance politique, se révélant incapables de gérer un Etat industriel moderne. Coincés (avec leurs voisins socialistes et chrétiens) entre une grande bourgeoisie monopoliste en pleine transformation technocratique (ayant, de ce fait, des exigences politiques nouvelles) et un Parti Communiste qui se veut le seul représentant du prolétariat (sorti grandi de la guerre, le P.C. prendra le monopole de la classe ouvrière par la domestication de la C.G.T. en 1948), les Radicaux s'écrouleront en 1958.

Sur leur gauche, ayant perdu sa base "prolétarienne" depuis le congrès de Tours (1920), le Parti Socialiste va représenter de plus en plus les catégories ouvrières "aisées" et les petits fonctionnaires de l'Etat. Les uns et les autres sont intéressés à des réformes sociales sans heurts. C'est déjà l'apparition des nouvelles classes moyennes. Le P.S. participera à la désastreuse gestion de la IV^e République et connaîtra une éclipse sérieuse avec l'avènement gaullo-technocratique.

Sur leur droite, l'effondrement d'un catholicisme traditionnel avec la défaite fasciste en 1945, la perte d'importance, face à l'industrialisation, des classes paysannes, et la peur du totalitarisme communiste amèneront une majorité de chrétiens à reconsidérer leurs positions

convers la "démocratie". Le M.R.P., représentant cette tendance, partagera le pouvoir - et les déboires - avec Radicaux et Socialistes. Mais, rapidement ralliée au gaullisme, malgré des différences importantes, cette formation ne connaîtra pas un recul aussi net que ses congénères en 1958.

3) Sous la Cinquième République :

En 1958, à la faveur de l'inextricable crise politique française en face du problème algérien, et dans la foulée de De Gaulle (en qui ils ont reconnu "l'homme fort" seul capable d'assainir la situation), les technocrates se sont emparé du pouvoir et ils l'ont modifié (nouvelle constitution, etc...) en vue d'asseoir leur domination, d'appliquer leur programme et d'empêcher un retour au passé. Pendant toute la durée de ce pouvoir, les partis "démocratiques" ont continué leur dégringolade. En 1965, le pouvoir technocratique faisant sérieusement sentir ses effets, les partis des classes moyennes et ouvrière se sont resaisis. Mais les radicaux ont compris leur impuissance et leur déclin, et les socialistes, leur incapacité à contrôler dans leur totalité les classes moyennes, surtout face à l'apparition d'aspirants technocrates issus de ces classes et regroupés dans les "clubs" (à cause de leur opposition aux politiques traditionnelles des radicaux et des socialistes).

Ces constatations amèneront l'union des partis et clubs et la création de la Fédération de la Gauche. Celle-ci représente parfaitement l'union des vieilles classes moyennes déclinantes et des nouvelles classes moyennes montantes, y compris leur fraction technocratique ambitieuse de participer à la gestion de la société.

Quant aux Démocrates Chrétiens, il semble qu'ils n'aient, eux, rien compris. Faisant cavaliers seuls, ils subiront un échec retentissant aux élections présidentielles de 1965 malgré leur transformation (pour se mettre au goût du jour) en "Centre Démocrate". Les causes de leur échec m'apparaissent comme étant les suivantes :

- Industrialisation des campagnes, diminution de l'importance numérique de l'électorat rural ;
- Incompréhension des aspirations des nouvelles classes moyennes ;
- Liens trop évidents avec le pouvoir gaullo-technocratique ;
- Lâchage de la C.F.D.T. qui, ayant parfaitement assimilé la tendance nouvelle, fera, en sourdine, campagne pour Mitterrand (la vieille C.F.T.C. avait, sous la IV^e, des liens avec le M.R.P.);

Donc, en 1967, en France, la F.G.D.S. s'affirme comme l'expression des ambitions des classes moyennes, force de contestation du pouvoir technocratique dans la mesure où le P.C., qui se veut le re-

présentant des classés ouvrières, vient l'appuyer (ce qui s'est produit au cours des dernières élections). Mais ces classes ouvrières, en voie d'embourgeoisement cependant que l'exploitation demeure, auront de plus en plus tendance à se rapprocher des classes moyennes, faisant abandonner au P.C. ses dernières revendications "révolutionnaires" jusqu'à la création d'un parti genre "travailliste". Ce parti, concurrent du parti technocratique des grands bourgeois, aura, pour toute ambition, de contrôler, voire de partager, le pouvoir technocratique sans pour autant le remettre en cause, au bénéfice, théoriquement, de ses partisans mais (comme toujours), en fait, à son propre bénéfice.

Quant aux Lecanuetistes, leur électorat rural allant en diminuant, ils seront amenés à un choix définitif entre classes technocratiques et classes moyennes.

Mais, lorsque tous les regroupements seront effectués, nous nous apercevrons que la technocratie n'est pas forcément un facteur de fascisation, qu'une concurrence s'établira entre groupes de technocrates ou d'aspirants technocrates, ... et qu'il y aura encore de belles heures pour les sordides bagarres politiques.

X
X X

En face d'une classe de technocrates au pouvoir, nous trouvons une classe moyenne aspirant au pouvoir ou, tout au moins, au partage et au contrôle de ce pouvoir. Son expression politique sera discrète (sauf en période électorale) car elle ne peut ni ne veut créer un parti de militants. Sa réelle expression publique passe par les syndicats (actuellement, nous l'avons vu, surtout la C.F.D.T.). Ceci donne aux organisations syndicales une dimension nouvelle (qui n'est pas faite pour nous plaire) dont nous devons avoir conscience.

Il est certain que, devenant des organisations de masses, les syndicats, alourdis, se sont progressivement bureaucratisés jusqu'à devenir une fonction nécessaire de la nouvelle société bourgeoise technocratisée, mais la cause de cette bureaucratisation n'est pas seulement contenue dans la psychologie "dirigeants" des permanents et des responsables syndicaux dans leur volonté d'être des "chefs" ni dans leur adoption - comme disent les camarades du G.A.J. - de l'idéologie marxiste. Elle est aussi dans une poussée de la base (qui, ne l'oublions tout de même pas, nomme, choisit ses délégués et ses responsables) qui recherche surtout dans le syndicalisme une protection contre une trop grande emprise d'un patronat, nouveau style.

Le syndicat n'est plus considéré comme une arme de conquête prolétarienne, mais comme une défense, une assurance, une garantie de contrôle sur

l'exploitation, cette exploitation n'étant pas tellement remise en cause. Cela cadre très bien avec les ambitions technocratiques qui ont besoin, pour se développer en toute quiétude, d'organisations coiffant les classes exploitées.

En contre-partie d'un droit de regard du syndicat sur la production, la consommation, les salaires, les conditions de travail, il est demandé à ce même syndicat d'encadrer les exploités afin d'éviter les explosions inopportunes, les initiatives dangereuses ; en fait, du paternalisme patronal, nous passons au paternalisme syndical. Hélas, dans la plupart des cas, les exploités ne demandent que ça !

Quant à renverser la vapeur et reconquérir les syndicats, comme essaient de le faire nos camarades minoritaires de F.O. ou d'ailleurs, cela me semble de l'utopie. Ce ne sont pas les syndicats qui sont à conquérir, mais les syndiqués.

Louis PIRON
(Thionville)

(1) Article paru dans le numéro 3 de "Recherches Libertaires".

(2) Voir "Histoire du Mouvement Anarchiste", de Maitron.

A PROPOS DE "EVOLUTION ET ACTION"

L'article du G.A.J., publié dans le dernier numéro de "Recherches Libertaires", tend à montrer que l'évolution des classes sociales et de leurs rapports, ainsi que les transformations de la société en général, doivent mener à de nouvelles méthodes de lutte.

Après avoir comparé la situation de la lutte de classes à la fin du XIX^e Siècle et de nos jours, le G.A.J. essaie d'analyser les causes du déclin du mouvement ouvrier révolutionnaire. Son analyse, imprégnée d'idéalisme, explique ce déclin par les idées qui habitent les prolétaires, d'une part, les capitalistes, d'autre part.

Concernant le prolétariat, "une des causes (du recul de la lutte des classes) est l'adoption par les organisations ouvrières (dont on vient de dire qu'elles étaient des organisations de masse) de l'idéologie et des méthodes marxistes". Mais, quelle est la cause de l'adoption des idées marxistes ? Pourquoi ces idées "réformistes et autoritaires" ont-elles prévalu, même là où les organisations ouvrières avaient pris au départ des options opposées ? Il semblerait que ce soit le hasard ou la malchance, ou alors que les idées se développent dans un monde qui leur est propre, indépendamment de ce qui se passe sur terre...

En ce qui concerne la classe dirigeante, on a recours à l'explication par le machiavélisme de cette classe. On la trouve à longueur d'année et à tout propos dans la presse libertaire. On affirme que "la classe dirigeante a créé de nouvelles formes d'exploitation qui tentent d'éliminer la conscience de classe" (on nous signale en passant qu'elle y a réussi). Les "penseurs socialistes" avaient prévu que la lutte de classes irait en s'intensifiant, mais le capitaliste a des "facultés d'adaptation". Il a imaginé des tas de trucs : l'orientation de la consommation, la production de masse (frigos, T.V., voitures...) le crédit, etc..., qui servent à "supprimer la conscience de classe des travailleurs". Le sport, l'orientation des loisirs, etc..., servent, quant à eux, à les abrutir. Il y a, en plus, l'intégration des syndicats. Paradoxalement, on nous explique par ailleurs que ces mêmes capitalistes, si subtiles, si machiavéliques, quand il s'agit de lutter contre le prolétariat, se laissent sans broncher éliminer par la classe montante des technocrates.

Ces explications par le machiavélisme, si chères actuellement aux libertaires, ont trois points communs :

- 1°) Elles permettent, avec un tout petit peu d'imagination, d'expliquer n'importe quoi en cinq minutes. On peut même expliquer de la même façon deux attitudes opposées : par exemple quand, à Grenoble, un patron refuse une diminution d'horaires, c'est parce que si les ouvriers avaient d'avantage de loisirs, ils

pourraient s'instruire, réfléchir à leur condition et penser à la révolution... Mais si on accorde des horaires plus courts ou des congés payés, c'est pour que les ouvriers se défontent, s'abrutissent dans les loisirs organisés et ne pensent plus à la révolution (voir le "Monde Libertaire").

- 2°) Elles attribuent à la classe dirigeante toute entière une conscience politique, une connaissance de toutes les conséquences de tous ses actes, que n'a jamais eu aucune classe sociale. Elles lui attribuent en outre un seul but : détruire la conscience de classe, ceci en confondant le résultat avec la motivation.
- 3°) Et surtout, on explique l'évolution de la société, des rapports de classes, etc..., par les idées qui circulent dans le crâne des capitalistes.

x
x x

Plutôt que de broder sur les astucieuses manoeuvres destinées à masquer l'exploitation, il serait préférable de reprendre les thèses sur lesquelles s'appuyaient les théories qui prévoyaient une lutte de classes allant en s'accroissant constamment, et d'essayer de voir lesquelles étaient fausses ou ont disparu à un stade plus développé du capitalisme. Afin d'éviter toute équivoque, voici ces thèses résumées brièvement :

1°) Concentration du capital :

Du fait de la concurrence, le nombre d'entreprises diminue, certaines étant éliminées. La grande industrie détruit l'artisanat. Le capital se concentre de plus en plus, entraînant la disparition des classes moyennes dont la majeure partie va grossir les rangs du prolétariat. Celui-ci représente une partie de plus en plus importante de la population et, finalement, presque toute la population.

2°) La désécialisation :

Plus on emploie de machines, plus le travail qualifié est remplacé par un travail que n'importe qui apprend en quelques minutes. L'ouvrier devient interchangeable. Il y a donc accroissement de la concurrence entre salariés et chute du salaire, ceci étant combiné avec la concentration du capital.

3°) La "loi d'Airain" :

Marx montre deux choses : d'abord que le salaire n'est pas la part du travailleur dans la production mais le prix d'une marchandise (sa force de travail) qu'il vend ; ensuite que le prix de vente d'une marchandise, considéré sur une longue période, est très voisin de son prix de produc-

tion (lorsqu'il est supérieur, on investit dans cette production, ce qui fait augmenter l'offre et tomber le prix ; inversement, lorsqu'il est inférieur).

En combinant ces deux thèses, Marx conclut que le salaire d'une catégorie donnée de prolétaires sera égal au coût de production de cette catégorie, c'est-à-dire à la somme nécessaire à l'ouvrier pour vivre et se reproduire, plus, éventuellement, les frais de formation professionnelle.

On aura donc une masse de plus en plus importante d'ouvriers, interchangeables dans leurs fonctions, touchant uniformément le strict minimum nécessaire à leur survie et à leur reproduction. Ils auront uniformément la même situation, celle de machines, dans les rapports de production, en face d'une bourgeoisie de moins en moins nombreuse.

4°) Les crises économiques :

Elles sont dues à un excès de production par rapport à la demande solvable. La possibilité de réaliser des bénéfices attire les capitaux dans certains secteurs, d'où accroissement de la production, puis déséquilibre de l'offre par rapport à la demande. Deux conséquences : le chômage, qui prive de salaire un grand nombre d'ouvriers et accroît la concurrence entre eux avec, comme corolaire, l'effondrement du prix du travail en dessous de son prix de production ; d'autre part, le "chômage technologique" (usines arrêtées) et la destruction de marchandises, ces deux phénomènes montrant que le capitalisme ne permet pas la pleine utilisation des moyens techniques modernes.

x
x x

Ces thèses ont imprégné tout le mouvement socialiste, y compris le mouvement libertaire, sans être suffisamment critiquées et réexaminées au fur et à mesure que la société évoluait (la "Loi d'Airain" et les crises cycliques figurent encore parmi les thèmes de propagande libertaires). On peut tenter de les critiquer :

1°) La concentration du capital :

Elle se poursuit actuellement. Elle s'est cependant produite moins vite que l'on ne s'y attendait, notamment en France où, entre les deux guerres et jusqu'en 1956, les classes moyennes ont obtenu de l'Etat des mesures qui les protégeaient (protections douanières, lois contre les magasins à succursales multiples, etc...) en limitant la concurrence. Actuellement, le "rattrapage" donne une intensité particulière à ce phénomène, notamment en agriculture.

2°) La désécialisation :

Elle ne s'est pas opérée, au contraire. Le perfectionnement des techniques pousse à une production sans cesse accrue d'ouvriers qualifiés et hautement qualifiés, d'agents techniques, etc... Même si la "Loi d'Airain" est juste, il faut ajouter au minimum vital les "frais de formation professionnelle" variant d'une catégorie à l'autre et qui sont parfois assez élevés. Il n'y a donc pas uniformisation des salaires, mais, au contraire, établissement d'une "hiérarchie" très vaste de salaires (souvent attribuée, dans la presse libertaire, à la volonté du patronat de "diviser pour régner"). La concurrence ne se fait plus entre tous les prolétaires, mais à l'intérieur de catégories distinctes. La partie la mieux rémunérée du prolétariat tend à s'identifier aux classes moyennes.

3°) La "Loi d'Airain" :

De toute façon, la dépréciation des salaires jusqu'au minimum vital n'atteint qu'une fraction du prolétariat qui, de plus, dans les pays d'Europe occidentale, est de plus en plus constituée de travailleurs étrangers qui ne s'intègrent pas à la classe ouvrière locale. Du point de vue théorique, on peut critiquer la "Loi d'Airain" du fait que la "production de prolétaires" se fait en deux étapes : la procréation et la formation professionnelle.

La première de ces deux étapes n'est pas liée à l'offre et à la demande de travail. Si, lorsque le prix de vente d'une marchandise monte très au-dessus de son coût de production, on investit d'avantage dans la production de cette marchandise, l'ouvrier ne fait pas plus d'enfants lorsque son salaire augmente. La démographie montre même que c'est le phénomène inverse qui se produit. Par contre, la formation professionnelle, elle, subit le contrecoup de l'offre et de la demande dans chaque métier.

4°) Les crises cycliques :

C'est peut-être le seul domaine dans lequel la bourgeoisie a essayé d'intervenir consciemment pour préserver sa survie après la catastrophe de 1929. Actuellement, il y a fréquemment des récessions dans des domaines limités, mais pas de crise généralisée. Ceci est obtenu par deux moyens : intervention de l'Etat dans un secteur menacé, pour relancer la demande, et planification. Il est à noter que ces deux méthodes accroissent considérablement le rôle des technocrates et donc, à long terme, desservent la bourgeoisie.

X
X X

En définitive, s'il y a bien concentration du capital et prolétarianisation de plus en plus poussée, au lieu de paupérisation absolue et de désécialisation devant amener l'uniformisation dans la misère et la réification

au sein d'une économie de plus en plus violemment secouée par les crises, on a une diversification des salaires, des fonctions et des conditions de vie du prolétariat qui nuisent à la prise de conscience de classe et à l'unité du prolétariat. Mais cela résulte purement et simplement de l'évolution technique de l'industrie.

On peut objecter que ce qui compte, c'est l'état de fait en lui-même et non pas ses causes. Ce n'est pas certain, car l'attitude prise vis-à-vis d'un fait n'est pas la même selon les causes qu'on lui attribue. En face d'un problème quelconque, une tactique juste ne peut être basée que sur une analyse juste de ses causes. Au point de vue de la propagande, une analyse fautive peut très bien conduire à des positions différentes de celles que l'on recherche.

Par exemple, selon le G.A.J. (qui considère l'université comme un moyen employé par la classe dirigeante pour arriver à ses fins) :

- le régime gaulliste veut réserver les études supérieures à une minorité ;
- il livre l'université au patronat ;
- il accroît la spécialisation afin d'empêcher que l'étudiant ait une vue d'ensemble.

Une telle thèse peut très bien amener à soutenir un programme du type "Université démocratique" des partis de gauche à l'intérieur du capitalisme.

En fait, les réformes de l'université résultent de l'évolution des techniques (il est faux que l'on essaie d'avantage qu'avant de la réserver à une élite choisie d'après son origine sociale). L'université est devenue une sorte de centre d'apprentissage d'un niveau supérieur. Son rôle est maintenant de produire des gens dotés d'un certain savoir faire et uniquement cela. Ce rôle doit être rempli quel que soit le régime social. Il n'y a pas plus, ni moins, mainmise du patronat sur l'enseignement supérieur qu'il n'y en a toujours eu sur les collèges techniques, les centres d'apprentissage et... l'apprentissage en usine.

Le problème de l'université est celui de l'éducation en système capitaliste. On ne spécialise pas pour empêcher l'étudiant d'avoir une vue globale, mais pour produire des techniciens avec le minimum de frais. La revendication de "culture générale" par l'étudiant est aussi incongrue en régime capitaliste, mais pas plus dangereuse, que celle d'un salarié qui demanderait quinze jours de congés payés supplémentaires et mille nouveaux francs d'indemnité pour aller à Florence étudier l'art de la Renaissance.

L'éducation en vue uniquement de la formation technique est l'un des aspects de l'aliénation. C'est uniquement le souci du rendement qui

impose les barrages, contrôles d'assiduité, etc..., qui n'existaient pas au moment où l'université - qui remplissait un tout autre rôle que maintenant - était en fait, sinon en droit, réservée à une élite beaucoup plus restreinte qu'actuellement (trente fois plus d'étudiants en 1966 qu'en 1925) et où la formation d'administrateurs, d'ingénieurs, etc..., était confiée à une quarantaine de grandes écoles où existaient déjà les barrages de l'assiduité obligatoire (en particulier, le recrutement des quatre plus grandes écoles était loin d'être plus démocratique que le recrutement actuel en faculté).

Quant à l'intégration des syndicats, Burnham, en 1940, la prévoyait comme un des éléments du processus de passage à la société technocratique. Il conviendrait de réexaminer la question sous cet angle plutôt que de la présenter comme l'accomplissement d'un plan machiavélique.

Ph. JACQUES

(Avignon)